

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/204025]

15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon réglementant le régime de certaines activités non interdites avec des produits chimiques visés par la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, faite à Paris le 13 janvier 1993

Le Gouvernement wallon,

Vu la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, faite à Paris le 13 janvier 1993;

Vu l'accord de coopération du 2 mars 2007 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, faite à Paris le 13 janvier 1993, notamment les articles 6, § 3, 7, § 3, 8, § 2, 9, 10 et 11;

Vu l'avis n° 55.944/4 du Conseil d'Etat, donné le 5 mai 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre-Président ayant l'importation, l'exportation et le transit de produits et des technologies à double usage sans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o la Convention : la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, faite à Paris le 13 janvier 1993;

2^o l'accord de coopération : l'accord de coopération du 2 mars 2007 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, faite à Paris le 13 janvier 1993;

3^o le Ministre : le Ministre qui a, conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, l'importation, l'exportation et le transit des produits et des technologies à double usage dans ses attributions;

4^o l'administration : la Direction des Licences d'Armes de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie;

5^o le fonctionnaire délégué : l'un des fonctionnaires visés à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie, à savoir le directeur général, l'inspecteur général, le directeur, le premier attaché ou l'attaché de l'administration en tenant compte des règles en matière d'absence ou d'empêchement visées aux articles 4 et 5 dudit arrêté;

6^o le tableau 1, le tableau 2 et le tableau 3 : les tableaux 1, 2 et 3 repris à la partie B de l'annexe sur les produits chimiques de la Convention;

7^o l'importation : le mouvement physique des produits chimiques figurant sur l'un des tableaux visés au 6^o vers le territoire ou tout autre lieu sous la juridiction ou le contrôle de la Belgique au départ du territoire ou tout autre lieu sous la juridiction ou le contrôle du pays tiers, à l'exception du transit;

8^o l'exportation : le mouvement physique des produits chimiques figurant sur l'un des tableaux visés au 6^o au départ du territoire ou tout autre lieu sous la juridiction ou le contrôle de la Belgique vers le territoire ou tout autre lieu sous la juridiction ou le contrôle du pays tiers, à l'exception du transit;

9^o le transit : le mouvement physique par lequel les produits chimiques figurant sur l'un des tableaux visés au 6^o sont acheminés via le territoire de la Belgique vers le pays de destination; le transit comprenant également le changement dans le moyen de transport, y compris le stockage temporaire prévu exclusivement à cette fin;

10^o l'exportateur : la personne physique ou morale qui est partie au contrat conclu avec le destinataire du pays tiers et est habilitée à décider de l'envoi du produit chimique figurant sur l'un des tableaux visés au 6^o au destinataire ou si aucun contrat n'a été conclu ou si la partie au contrat n'agit pas pour son propre compte, la personne qui a la faculté de décider de l'envoi du produit chimique listé au destinataire;

11^o l'importateur : la personne physique ou morale qui est partie au contrat conclu avec l'expéditeur du pays tiers et est habilitée à décider de la réception du produit chimique figurant sur l'un des tableaux visés au 6^o ou, si aucun contrat n'a été conclu ou si la partie au contrat n'agit pas pour son propre compte, la personne qui a la faculté de décider de la réception du produit chimique listé;

12^o le numéro de fichier du CAS : numéro de fichier du Chemical Abstracts Service (CAS), mentionné à l'article III, point 1^{er}, e), de la Convention;

13^o le produit chimique organique défini : toute substance chimique de l'élément de carbone, à l'exception de ses oxydes, sulfures et carbonates métalliques, définie à l'aide du nom chimique, de la formule structurale, si elle est connue, et du numéro de fichier du CAS, s'il a été attribué, et qui n'est pas reprise dans l'un des tableaux 1, 2 ou 3;

14^o le produit PSF : toute substance organique définie qui contient aussi des éléments de phosphore et/ou de soufre et/ou de fluor;

15^o la capacité de production : la quantité d'un produit chimique telle que visée à l'article II, point 10), de la Convention.

Les délais prévus dans le présent arrêté sont comptés comme suit : le jour de l'acte qui est le point de départ du délai n'y est pas compris. Le jour de l'échéance est compté dans le délai.

Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Art. 2. Le fonctionnaire délégué participe au comité ad hoc visé à l'article 14, § 1^{er}, de l'accord de coopération et exécuter les tâches prévues à l'article 15, § 2, de l'accord de coopération, lorsque l'installation inspectée se situe sur le territoire de la Région wallonne.

Art. 3. Pour être recevable, une demande de dispense telle que visée à l'article 5, les déclarations visées aux articles 9, 10, 11, § 2, 12, § 1^{er}, 16, § 1^{er}, 17, 20, § 1^{er} et 21, § 1^{er}, ainsi que les notifications visées aux articles 11, § 1^{er}, 14, § 1^{er} et 19, doivent être introduites auprès de l'administration par courrier simple ou par courrier recommandé.

Les demandes de dispense visées à l'article 5, les déclarations visées à l'alinéa 1^{er}, ainsi que les notifications visées à l'alinéa 1^{er}, peuvent également se faire par fax ou par courrier électronique, pourvu qu'un accusé de réception du destinataire soit fourni.

Art. 4. Lorsque l'administration le juge utile en vue du respect de l'accord de coopération et/ou du présent arrêté, elle peut transmettre une notification aux autres instances publiques pertinentes, entre autres les services d'octroi de licences des autres Régions, l'Administration des Douanes et Accises du SPF Finances, la Sûreté de l'Etat, le SPF Affaires Etrangères, le procureur du Roi de l'arrondissement dans lequel la personne concernée est établie, la police fédérale, la police locale et les autorités internationales et étrangères compétentes en la matière des actes suivants :

- 1° les demandes, octrois, suspensions, révocations et refus de licences, des dispenses telles que visées à l'article 5;
- 2° les déclarations visées aux articles 9 et 10 concernant les activités des installations qui font l'objet d'une dispense telle que visée à l'article 5;
- 3° les notifications visées à l'article 11, § 1^{er}, et des déclarations visées à l'article 11, § 2, concernant les transferts de produits chimiques du tableau 1;
- 4° les déclarations visées aux articles 12, § 1^{er}, et 16, § 1^{er}, concernant les activités avec des produits chimiques du tableau 2;
- 5° les notifications visées à l'article 14, § 1^{er}, concernant les transferts de produits chimiques du tableau 2;
- 6° les déclarations visées aux articles 17 et 20, § 1^{er}, concernant les activités avec des produits chimiques du tableau 3;
- 7° les notifications visées à l'article 19 concernant les transferts de produits chimiques du tableau 3;
- 8° les déclarations visées à l'article 21, § 1^{er}, concernant les activités avec des produits chimiques organiques définis et produits PSF.

CHAPITRE II. — Produits chimiques du tableau 1

Section 1^{re}. — Dispenses

Art. 5. Celui qui exploite une installation, autre qu'une installation unique à petite échelle, qui se situe sur le territoire de la Région wallonne et où se déroulent des activités de fabrication, d'acquisition d'une autre manière, de stockage, de conservation ou d'emploi de produits chimiques du tableau 1 dans des quantités supérieures à 100 g par an et dans des quantités globales ne dépassant pas 10 kg par an exclusivement à des fins de recherche ou à des fins médicales ou pharmaceutiques, introduit une demande de dispense auprès de l'administration au plus tard deux cent septante jours avant le début du traitement prévu.

Pour être recevable, la demande de dispense visée au premier alinéa, est accompagnée d'un dossier comprenant au moins :

- 1° le nom et l'adresse du demandeur;
- 2° l'adresse et l'extrait de la matrice cadastrale de l'installation pour laquelle la dispense est demandée;
- 3° une description technique détaillée de l'installation, y compris un inventaire du matériel et des schémas détaillés;
- 4° des informations prouvant que l'installation sera exploitée exclusivement à des fins de recherche ou à des fins médicales ou pharmaceutiques;
- 5° la date et la signature du demandeur.

Art. 6. § 1^{er}. Lorsque le dossier visé à l'article 5 est complet, il est transmis par l'administration au Ministre.

Après avis de l'administration, le Ministre peut octroyer la dispense visée à l'article 5.

§ 2. Le Ministre peut déterminer des conditions spécifiques, notamment en terme de quantités maximales de produits chimiques du tableau 1 fabriquées, acquises d'une autre manière, stockées, conservées ou employées et du but poursuivi, afférentes à l'octroi de dispense. Dans tous les cas, ces conditions seront limitées et strictement nécessaires pour garantir que les activités menées dans l'installation sont conformes à celles autorisées par la dispense.

L'administration notifie au demandeur la décision d'octroi ou de refus de la dispense par courrier recommandé avec accusé de réception.

Art. 7. En cas de refus d'une demande de dispense visée à l'article 5, le demandeur a le droit d'être entendu et, éventuellement, d'être assisté par un conseiller de son choix.

Le demandeur dispose d'un délai de dix jours à partir de la réception du courrier recommandé visée à l'article 6, § 2, alinéa 2, pour communiquer une réclamation dûment motivée à l'administration et pour demander à être entendu.

L'administration entend le demandeur, éventuellement assisté par un conseiller de son choix, et en fait rapport au Ministre.

Dans un délai de dix jours après la réception du rapport, le Ministre communique sa décision de maintenir le refus ou d'entamer une analyse approfondie des moyens communiqués. Si le Ministre choisit de procéder à une analyse approfondie de la réclamation, il adopte une nouvelle décision à l'issue de cette analyse.

L'administration notifie au demandeur la décision du Ministre par courrier recommandé.

Art. 8. § 1^{er}. Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut suspendre la dispense visée à l'article 5 lorsque :

- 1° les conditions pour bénéficier de la dispense ne sont pas respectées;
- 2° les déclarations visées à la section 2 du présent chapitre n'ont pas été fournies;
- 3° les notifications visées à la section 3 du présent chapitre n'ont pas été fournies;
- 4° l'administration juge que cela est nécessaire pour la protection des intérêts essentiels de sécurité de la Région wallonne et de la Belgique, ou pour des raisons d'ordre public ou de sécurité.

L'administration notifie au bénéficiaire de la dispense, par courrier recommandé ou par tout autre moyen équivalent, la décision de suspension du Ministre qui fixe un délai de dix jours au minimum à trente jours maximum durant lequel le bénéficiaire de la dispense doit prouver sa mise en conformité.

La décision de suspension produit ses effets à dater de la notification par l'administration de la décision du Ministre.

§ 2. Lorsqu'à expiration du délai fixé dans la décision de suspension, le bénéficiaire de la dispense ne s'est pas mis en conformité ou les mesures prises par celui-ci ont été insuffisantes, le Ministre révoque la dispense.

L'administration notifie par courrier recommandé au bénéficiaire de la dispense une nouvelle décision du Ministre indiquant :

- 1° que la suspension de la dispense est levée, et la date à laquelle cette décision prend effet;
- 2° que la suspension est maintenue jusqu'à une date déterminée;
- 3° que la dispense a été révoquée.

Section 2. — Déclarations

Art. 9. Celui à qui une dispense visée à l'article 5 a été octroyée, fournit exclusivement à l'administration au moins deux cent septante jours avant l'entrée en service de l'installation concernée les informations suivantes :

- 1° l'adresse de l'installation;
- 2° une description technique de l'installation, désignant en particulier l'usine ou les usines qui fabriquent les produits chimiques du tableau 1.

En cas de modifications prévues par rapport à la déclaration visée au premier alinéa, celles-ci sont communiquées à l'administration au plus tard deux cent septante jours avant leur réalisation.

Art. 10. § 1^{er}. Celui qui bénéficie d'une dispense visée à l'article 5, transmet annuellement exclusivement à l'administration, avant le 15 février de l'année civile en cours, les informations suivantes sur l'année civile écoulée :

- 1° l'identification de l'installation, y compris son nom, sa situation précise et son adresse;
- 2° pour chaque produit chimique du tableau 1 qui a été fabriqué, acquis, consommé ou stocké par l'installation, les renseignements suivants:
 - a) le nom chimique, la formule développée et le numéro de fichier du CAS, s'il a été attribué;
 - b) les méthodes employées et la quantité fabriquée;
 - c) le nom et la quantité des précurseurs du tableau 1, 2 ou 3 qui ont été utilisés pour la fabrication du produit chimique du tableau 1;
 - d) la quantité consommée dans l'installation et le(s) but(s) de cette consommation;
 - e) la quantité reçue d'autres installations ou transférée à d'autres installations situées sur le territoire du Royaume de Belgique, ainsi que pour chaque transfert, la quantité, le destinataire et le but;
 - f) la quantité maximale stockée à tout moment au cours de l'année;
 - g) la quantité stockée à la fin de l'année;
- 3° les renseignements sur toutes les modifications apportées à l'installation durant l'année par rapport aux descriptions techniques détaillées de l'installation fournies précédemment dans le cadre des procédures d'autorisation et d'approbation, y compris l'inventaire du matériel et les schémas détaillés.

§ 2. En outre, il transmet annuellement exclusivement à l'administration, et ce avant le 1^{er} septembre de l'année civile en cours, les informations suivantes sur les activités et la fabrication prévues au cours de l'année civile à venir :

- 1° l'identification de l'installation, y compris son nom, sa situation précise et son adresse;
- 2° pour chaque produit chimique du tableau 1 qu'il est prévu de fabriquer, de consommer ou de stocker dans l'installation au cours de l'année civile à venir, les renseignements suivants :
 - a) le nom chimique, la formule développée et le numéro de fichier du CAS, s'il a été attribué;
 - b) la quantité qu'il est prévu de fabriquer, de consommer ou de stocker durant l'année, les dates et le but de l'opération;
- 3° les renseignements sur toutes les modifications qu'il est prévu d'apporter à l'installation ou à ses parties pertinentes durant l'année par rapport aux descriptions techniques détaillées de l'installation fournies précédemment dans le cadre des procédures d'autorisation et d'approbation, y compris l'inventaire du matériel et les schémas détaillés.

Section 3. — Transferts

Art. 11. § 1^{er}. Celui qui gère un laboratoire tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, de l'accord de coopération, ou celui qui bénéficie d'une dispense visée à l'article 5, notifie exclusivement à l'administration chaque transfert de produit chimique du tableau 1 :

1° à destination ou en provenance de laboratoires dans la limite des quantités et fins énoncées à l'article 6, § 1^{er}, de l'accord de coopération;

2° à destination ou en provenance d'une installation autorisée par la Région, à des fins de recherche, médicales ou pharmaceutiques telles que visées à l'article 6, § 3, de l'accord de coopération.

Pour être recevable, la notification visée au premier alinéa est faite au moins quarante-cinq jours avant ledit transfert et contient les renseignements suivants :

- 1° le nom chimique, la formule développée et le numéro de fichier du CAS, s'il a été attribué;
- 2° la quantité qui sera reçue de ou transférée vers un autre État partie à la Convention;
- 3° si d'application, le destinataire et le but du transfert;
- 4° si d'application, l'expéditeur et le but du transfert;
- 5° la date prévue de transfert;
- 6° si d'application, le numéro de la licence d'exportation ou d'importation.

Le délai de notification mentionné au premier alinéa ne s'applique pas aux transferts de quantités égales ou inférieures à 5 milligrammes du produit chimique Saxitoxine, tel que visé dans le tableau 1, si le transfert est effectué à des fins médicales ou de diagnostic. Dans ces cas, la notification a lieu au plus tard trois jours avant ledit transfert.

§ 2. Celui qui gère une installation telle que visée à l'article 6, § 3, de l'accord de coopération transmet annuellement exclusivement à l'administration, et ce avant le 15 février de l'année civile en cours, les informations portant sur les transferts de produits chimiques du tableau 1 réalisés pendant l'année civile écoulée. Ces informations contiennent les renseignements suivants pour chaque produit chimique transféré :

- 1° le nom chimique, la formule développée et le numéro de fichier du CAS, s'il a été attribué;
- 2° la quantité reçue de ou transférée vers un autre État partie à la Convention, avec mention pour chaque transfert de la quantité, du destinataire et du but.

CHAPITRE III. — Produits chimiques du tableau 2

Section 1^{re}. — Déclarations

Art. 12. § 1^{er}. Celui qui exploite une installation située sur le territoire de la Région wallonne dans laquelle au cours de l'une des trois années civiles écoulées il a été fabriqué, traité ou consommé, ou dans laquelle il est prévu de fabriquer, traiter ou consommer des produits chimiques du tableau 2 au cours de l'année civile suivante, fournit exclusivement à l'administration les déclarations suivantes, si les conditions énoncées à l'alinéa 2 sont remplies :

- 1° la déclaration initiale qui doit être soumise au plus tard dans les nonante jours après le démarrage de l'activité;
- 2° la déclaration annuelle d'activités passées qui doit être soumise au plus tard le 15 février de chaque année;
- 3° la déclaration annuelle d'activités prévues qui doit être soumise au plus tard le 1^{er} septembre de l'année précédant celle au cours de laquelle l'activité est prévue;
- 4° la déclaration d'activités supplémentaires concernant toute activité supplémentaire prévue après la soumission de la déclaration annuelle d'activités prévues qui doit être soumise au plus tard vingt jours avant le début de l'activité.

§ 2. Les dispositions du premier alinéa s'appliquent uniquement lorsque les quantités des produits chimiques du tableau 2 fabriqués, traités ou consommés sont supérieures à :

- 1° 1 kg d'un produit chimique suivi du signe « * » dans la partie A du tableau 2;
- 2° 100 kg de tout autre produit chimique inscrit au tableau 2, partie A; ou
- 3° 1 tonne d'un produit chimique inscrit au tableau 2, partie B.

Art. 13. § 1^{er}. Les déclarations visées à l'article 12, § 1^{er}, contiennent les renseignements suivants :

- 1° le nom de l'installation et de son propriétaire ainsi que le nom de la personne physique ou morale qui l'exploite;
- 2° l'adresse de l'installation;
- 3° le nombre d'usines au sein de l'installation où les produits chimiques du tableau 3 sont fabriqués;
- 4° pour chaque usine de l'installation qui fabrique des quantités supérieures aux quantités citées à l'article 12, § 2 :
 - a) le nom de l'usine et de son propriétaire ainsi que le nom de la personne physique ou morale qui l'exploite;
 - b) la localisation exacte dans l'installation à laquelle l'usine appartient avec mention de l'éventuel numéro du bâtiment ou de la construction;
 - c) les principales activités de l'usine;
 - d) le type d'usine :
 - i) l'usine qui fabrique, traite ou consomme le ou les produits chimiques du tableau 2 qui a ou ont été déclaré(s);
 - ii) l'usine spécialisé dans de telles activités ou l'usine polyvalente;
 - iii) l'usine qui effectue d'autres activités en ce qui concerne le ou les produits chimiques du tableau 2 qui a ou ont été déclaré(s), en précisant la nature de ces autres activités;
 - e) la capacité de production de l'usine pour chaque produit chimique du tableau 2 déclaré.

Les déclarations visées à l'article 12, § 1^{er}, contiennent également les renseignements suivants pour chaque produit chimique du tableau 2 fabriqué, traité ou consommé en quantité dépassant celle indiquée à l'article 12, § 2 :

- 1° le nom chimique, la dénomination commune ou commerciale employée dans l'installation, la formule développée et le numéro de fichier du CAS, s'il a été attribué;
- 2° lors de la déclaration initiale, la quantité totale fabriquée, traitée, consommée, importée ou exportée par l'installation, au cours de l'année civile écoulée ou, le cas échéant, au cours de chacune des trois années civiles précédentes;
- 3° lors de la déclaration annuelle d'activités passées, la quantité totale fabriquée, traitée, consommée, importée ou exportée par l'installation, au cours de l'année civile écoulée;
- 4° lors de la déclaration annuelle d'activités prévues, la quantité totale qu'il est prévu de fabriquer, de traiter ou de consommer par l'installation au cours de l'année civile suivante, y compris les périodes de fabrication, de traitement ou de consommation prévues;
- 5° les fins auxquelles le produit chimique a été ou sera fabriqué, traité ou consommé, avec la subdivision suivante :
 - a) le traitement et la consommation sur place, en mentionnant les types de produits chimiques;
 - b) la vente ou le transfert sur le territoire du Royaume de Belgique, en mentionnant si les produits chimiques sont destinés à l'industrie, au négociant ou à un autre destinataire, en indiquant, si possible, le type de produits finaux;
 - c) l'exportation directe, en précisant les États de destination finale;
 - d) d'autres fins, en précisant lesquelles.

§ 2. Sans préjudice des dispositions de l'article 12, les déclarations visées au premier paragraphe, ne sont pas requises pour la fabrication, le traitement ou la consommation de mélanges de produits chimiques contenant :

- 1° 1 % au maximum d'un produit chimique inscrit au tableau 2, partie A ou d'un produit chimique suivi du signe « * » dans la partie A du tableau 2;
- 2° plus d'1 % et au maximum 10 % d'un produit chimique du tableau 2, partie A ou d'un produit chimique suivi du signe « * » dans la partie A du tableau 2 pour autant que la quantité annuelle fabriquée, traitée ou consommée soit inférieure aux quantités suivantes :
 - a) 10 kg d'un produit chimique suivi du signe « * » dans la partie A du tableau 2;
 - b) 1 tonne de tout autre produit chimique du tableau 2, partie A;
 - 3° une quantité égale ou inférieure à 30 % au maximum d'un produit chimique du tableau 2, partie B.

Section 2. — Transferts

Art. 14. § 1^{er}. Celui qui, au cours de l'année civile écoulée, a importé ou exporté vers ou depuis la Région wallonne ou y a fait transiter des produits chimiques du tableau 2, le notifie exclusivement à l'administration.

Lorsque le destinataire ou l'expéditeur des produits chimiques du tableau 2, est autre que respectivement l'importateur ou l'exportateur au sens de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 10° et 11°, cette obligation de notification incombe à l'importateur ou l'exportateur, selon le cas.

Pour être recevable, la notification visée au premier alinéa est faite au plus tard le 15 février de l'année civile en cours et contient les renseignements suivants :

- 1° le nom chimique, la formule développée et le numéro de fichier du CAS, s'il a été attribué;
- 2° la quantité importée, exportée ou transitée, selon le cas, de produits chimiques du tableau 2;
- 3° le pays vers lequel ou depuis lequel les produits chimiques du tableau 2 ont été exportés ou importés;
- 4° en cas de transit, le pays d'exportation et le pays d'importation;
- 5° lorsque le destinataire ou l'expéditeur des produits chimiques du tableau 2, est autre que respectivement l'importateur ou l'exportateur, le nom et l'adresse du destinataire ou de l'expéditeur.

§ 2. Les dispositions du premier paragraphe ne s'appliquent pas aux mélanges de produits chimiques tels que visés à l'article 13, § 2.

Art. 15. Il est interdit d'exporter, d'importer ou de faire transiter par le territoire de la Région wallonne des produits chimiques du tableau 2 vers ou depuis des pays qui ne sont pas parties à la Convention.

L'interdiction énoncée à l'alinéa 1^{er} ne s'applique pas :

- 1° aux produits contenant, dans une proportion égale ou inférieure à 1 %, un produit chimique inscrit au tableau 2, partie A ou d'un produit chimique suivi du signe « * » dans la partie A du tableau 2;
- 2° aux produits contenant, dans une proportion égale ou inférieure à 10 %, un produit chimique inscrit au tableau 2, partie B;
- 3° aux produits définis comme biens de consommation prévus pour la vente au détail à usage personnel ou pour usage individuel.

Section 3. — Déclarations historiques

Art. 16. § 1^{er}. Celui qui exploite ou qui a exploité une installation située sur le territoire de la Région wallonne, où des produits chimiques du tableau 2 sont ou ont été fabriqués à un moment quelconque au cours de la période comprise entre le 1^{er} janvier 1946 et l'entrée en vigueur du présent arrêté en vue de développer ou de fabriquer des armes chimiques, fournit exclusivement à l'administration dans les vingt-huit jours après l'entrée en vigueur du présent arrêté les informations suivantes :

- 1° le nom de l'installation et le nom et de son propriétaire ainsi que de la personne physique ou morale qui l'exploite;
- 2° l'adresse de l'installation;
- 3° pour chaque usine de l'installation où des produits chimiques du tableau 2 ont été fabriqués en vue du développement d'armes chimiques, les renseignements suivants :
 - a) le nom de l'usine et de son propriétaire ainsi que le nom de la personne physique ou morale qui l'exploite;
 - b) la localisation exacte dans l'installation à laquelle l'usine appartient avec mention de l'éventuel numéro du bâtiment ou de la construction;
 - c) les principales activités de l'usine;
 - d) le type d'usine :
 - i) l'usine qui fabrique, traite ou consomme le ou les produits chimiques du tableau 2 qui a ou ont été déclaré(s);
 - ii) l'usine spécialisé dans de telles activités ou l'usine polyvalente;
 - iii) l'usine qui effectue d'autres activités en ce qui concerne le ou les produits chimiques du tableau 2 qui a ou ont été déclaré(s), en précisant la nature de ces autres activités;
 - e) la capacité de production de l'usine pour chaque produit chimique du tableau 2 déclaré;
- 4° pour chaque produit chimique du tableau 2 fabriqué en vue du développement d'armes chimiques, les renseignements suivants :

- a) le nom chimique, la dénomination commune ou commerciale employée dans l'installation, la formule développée et le numéro de fichier du CAS, s'il a été attribué;
- b) les dates de fabrication du produit chimique et la quantité fabriquée;
- c) le lieu où le produit chimique a été transféré et le produit final qui y a été fabriqué, s'il est connu.

§ 2. Les dispositions du premier paragraphe ne s'appliquent pas à ceux qui ont déjà fourni ces données à l'Autorité nationale avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE IV. — Produits chimiques du tableau 3

Section 1^{re}. — Déclarations

Art. 17. Celui qui exploite une installation située sur le territoire de la Région wallonne dans laquelle, au cours de l'année civile écoulée ou de l'année civile suivante, il a été fabriqué ou il est prévu de fabriquer plus de 30 tonnes d'un produit chimique du tableau 3, fournit exclusivement à l'administration les déclarations suivantes :

- 1° la déclaration initiale qui doit être soumise au plus tard dans les nonante jours après le démarrage de l'activité;
- 2° la déclaration annuelle d'activités passées qui doit être soumise au plus tard le 15 février de chaque année;
- 3° la déclaration annuelle d'activités prévues qui doit être soumise au plus tard le 1^{er} septembre de chaque l'année précédant celle au cours de laquelle l'activité est prévue;
- 4° la déclaration d'activités supplémentaires concernant toute activité supplémentaire prévue après la soumission de la déclaration annuelle d'activités prévues qui doit être soumise au plus tard vingt jours avant le début de l'activité.

Art. 18. § 1^{er}. Les déclarations visées à l'article 17 contiennent les renseignements suivants :

- 1° le nom de l'installation et de son propriétaire ainsi que le nom de la personne physique ou morale qui l'exploite;
- 2° l'adresse de l'installation;
- 3° le nombre d'usines au sein de l'installation où les produits chimiques du tableau 2 sont fabriqués;
- 4° pour chaque usine de l'installation qui fabrique des quantités supérieures à la quantité indiquée à l'article 17 :
 - a) le nom de l'usine et de son propriétaire ainsi que le nom de la personne physique ou morale qui l'exploite;
 - b) la localisation exacte dans l'installation à laquelle l'usine appartient avec mention de l'éventuel numéro du bâtiment ou de la construction;
 - c) les principales activités de l'usine.

Les déclarations visées à l'article 17 contiennent également les renseignements suivants en ce qui concerne chaque produit chimique du tableau 3 dépassant la quantité indiquée à l'article 17 :

1° le nom chimique, la dénomination commune ou commerciale employée dans l'installation, la formule développée et le numéro de fichier du CAS, s'il a été attribué;

2° lors de la déclaration annuelle d'activités passées, la quantité approximative de produit chimique fabriqué au cours de l'année civile écoulée;

3° lors de la déclaration annuelle d'activités prévues, la quantité approximative qu'il est prévu de fabriquer par l'usine au cours de l'année civile suivante.

Les quantités visées à l'alinéa, 2° et 3°, doivent être indiquées dans les fourchettes suivantes :

a) de 30 à 200 tonnes;

b) de 200 à 1 000 tonnes;

c) de 1 000 tonnes à 10 000 tonnes;

d) de 10 000 tonnes à 100 000 tonnes;

e) plus de 100 000 tonnes.

4° les fins auxquelles le produit chimique a été ou sera fabriqué.

§ 2. Sans préjudice des dispositions de l'article 17, les déclarations visées au premier paragraphe, ne sont pas requises pour la fabrication des mélanges de produits chimiques contenant une quantité égale ou inférieure à 30 % d'un produit chimique du tableau 3.

Section 2. — Transferts

Art. 19. § 1^{er}. Celui qui, au cours de l'année civile écoulée, a importé ou exporté vers ou depuis la Région wallonne ou y a fait transiter des produits chimiques du tableau 3, le notifie exclusivement à l'administration.

Lorsque le destinataire ou l'expéditeur des produits chimiques du tableau 3, est autre que respectivement l'importateur ou l'exportateur au sens de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 10^o et 11^o, cette obligation de notification incombe à l'importateur ou l'exportateur, selon le cas.

Pour être recevable, la notification visée au premier alinéa est faite au plus tard le 15 février de l'année civile en cours et contient les renseignements suivants :

1° le nom chimique, la formule développée et le numéro de fichier du CAS, s'il a été attribué;

2° la quantité importée, exportée ou transitée selon le cas de produits chimiques du tableau 3;

3° le pays vers lequel ou depuis lequel les produits chimiques du tableau 3 ont été exportés ou importés;

4° en cas de transit, le pays d'exportation et le pays d'importation;

5° Lorsque le destinataire ou l'expéditeur des produits chimiques du tableau 3, est autre que respectivement l'importateur ou l'exportateur, le nom et l'adresse du destinataire ou de l'expéditeur.

§ 2. Les dispositions du premier paragraphe ne s'appliquent pas aux mélanges de produits chimiques tels que visés à l'article 18, § 2.

Section 3. — Déclarations historiques

Art. 20. § 1^{er}. Celui qui exploite ou a exploité une installation située sur le territoire de la Région wallonne, où des produits chimiques du tableau 3 sont ou ont été fabriqués à un moment quelconque au cours de la période comprise entre le 1^{er} janvier 1946 et l'entrée en vigueur du présent arrêté en vue de développer ou de fabriquer des armes chimiques, fournit exclusivement à l'administration dans les vingt-huit jours suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté les informations suivantes :

1° le nom de l'installation et le nom et de son propriétaire ainsi que de la personne physique ou morale qui l'exploite;

2° l'adresse de l'installation;

3° pour chaque usine de l'installation où des produits chimiques du tableau 3 ont été fabriqués en vue du développement d'armes chimiques, les renseignements suivants :

a) le nom de l'usine et de son propriétaire ainsi que le nom de la personne physique ou morale qui l'exploite;

b) la localisation exacte dans l'installation à laquelle l'usine appartient avec mention de l'éventuel numéro du bâtiment ou de la construction;

c) les principales activités de l'usine;

4° pour chaque produit chimique du tableau 3 fabriqué en vue du développement d'armes chimiques, les renseignements suivants :

a) le nom chimique, la dénomination commune ou commerciale employée dans l'installation, la formule développée et le numéro de fichier du CAS, s'il a été attribué;

b) les dates de fabrication du produit chimique et la quantité fabriquée;

c) le lieu où le produit a été transféré et le produit final qui y a été fabriqué, s'il est connu.

§ 2. Les dispositions du premier paragraphe ne s'appliquent pas à ceux qui ont déjà fourni ces données à l'Autorité nationale avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE V. — *Produits chimiques organiques définis et produits PSF*

Art. 21. § 1^{er}. Celui qui exploite une installation, dans laquelle on a fabriqué au cours de l'année civile écoulée des produits chimiques organiques définis ou des produits PSF, fournit annuellement exclusivement à l'administration, et ce avant le 15 février de l'année civile en cours, les informations suivantes :

1° le nom de l'installation et le nom et de son propriétaire ainsi que le nom de la personne physique ou morale qui l'exploite;

2° l'adresse de l'installation;

3° les principales activités de l'installation;

4° le nombre approximatif d'usines dans l'installation qui fabriquent des produits chimiques organiques définis ou des produits PSF.

§ 2. Les dispositions du premier paragraphe s'appliquent uniquement lorsque les quantités fabriquées de produits chimiques organiques définis ou de produits PSF ont atteint, au cours de l'année civile écoulée :

1° plus de 200 tonnes de produits chimiques organiques définis obtenues par synthèse;

ou

2° plus de 30 tonnes de produits PSF fabriqués par synthèse.

Art. 22. § 1^{er}. Celui qui a communiqué les renseignements sur une installation conformément à l'article 21, § 2, 1°, fournit également des informations sur la quantité globale approximative de produits chimiques organiques définis fabriqués au cours de l'année civile écoulée, indiquées dans les fourchettes suivantes :

1° moins de 1 000 tonnes;

2° de 1 000 tonnes à 10 000 tonnes;

3° plus de 10 000 tonnes.

§ 2. Celui qui a communiqué les renseignements sur une installation conformément à l'article 21, § 2, 2°, fournit également des informations sur le nombre d'usines que comporte l'installation qui ont fabriqué des produits PSF et sur la quantité globale approximative des produits PSF fabriqués au cours de l'année civile écoulée par chacune des installations visées, indiquées dans les fourchettes suivantes :

1° moins de 200 tonnes;

2° de 200 tonnes à 1 000 tonnes;

3° de 1 000 tonnes à 10 000 tonnes;

4° plus de 10 000 tonnes.

Art. 23. Les dispositions de l'article 21, § 1^{er}, ne s'appliquent pas aux installations qui fabriquent exclusivement les produits suivants :

1° des explosifs;

2° des hydrocarbures;

3° des oligomères ou des polymères qui contiennent ou non du phosphore et/ou du soufre et/ou du fluor;

4° des produits chimiques qui se composent exclusivement de carbone et d'un métal.

CHAPITRE VI. — *Divergences*

Art. 24. Celui qui reçoit de l'administration une demande de renseignement complémentaire concernant une divergence détectée liée à l'importation ou à l'exportation de produits chimiques du tableau 1, 2 ou 3 vers ou depuis la Région wallonne, fournit à l'administration toutes les informations utiles.

L'administration garantit la confidentialité des informations qui lui ont été renseignées et les transmet exclusivement à l'Autorité nationale visée à l'article 2, 12°, de l'accord de coopération.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 25. Le Ministre qui a, conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, l'importation, l'exportation et le transfert et le transit d'armes, de munitions, et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien d'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/204025]

15. MAI 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Regelung bestimmter nicht verbotener Tätigkeiten mit Chemikalien, die unter das am 13. Januar 1993 in Paris unterzeichnete Übereinkommen über das Verbot der Entwicklung, der Herstellung, der Lagerung und des Einsatzes von chemischer Waffen und über die Vernichtung solcher Waffen fallen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des am 13. Januar 1993 in Paris unterzeichneten Übereinkommens über das Verbot der Entwicklung, der Herstellung, der Lagerung und des Einsatzes von chemischer Waffen und über die Vernichtung solcher Waffen;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 2. März 2007 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Durchführung des am 13. Januar 1993 in Paris unterzeichneten Übereinkommens über das Verbot der Entwicklung, Herstellung, Lagerung und des Einsatzes von chemischer Waffen und über die Vernichtung solcher Waffen, insbesondere der Artikel 6 § 3, 7 § 3, 8 § 2, 9, 10 und 11;

Aufgrund des am 5. Mai 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2°, der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 55.944/4;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten, der die Ein-, Aus- und Durchfuhr von Gütern und Technologien mit doppeltem Verwendungszweck in seinem Zuständigkeitsbereich hat,

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Übereinkommen: das am 13. Januar 1993 in Paris unterzeichnete Übereinkommen über das Verbot der Entwicklung, der Herstellung, der Lagerung und des Einsatzes von chemischer Waffen und über die Vernichtung solcher Waffen;

2° Kooperationsabkommen: das Kooperationsabkommen vom 2. März 2007 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Durchführung des am 13. Januar 1993 in Paris unterzeichneten Übereinkommens über das Verbot der Entwicklung, Herstellung, Lagerung und des Einsatzes chemischer Waffen und über die Vernichtung solcher Waffen;

3° Minister: der Minister, der in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung, die Ein-, Aus- und Durchfuhr von Gütern und Technologien mit doppeltem Verwendungszweck in seinem Zuständigkeitsbereich hat;

4° Verwaltung: die Direktion der Waffenlizenzen der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des öffentlichen Dienstes der Wallonie;

5° beauftragter Beamte: einer der in Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtenerteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie erwähnten Beamten, d.h. der Generaldirektor, der Generalinspektor, der Direktor, der erste Attaché oder der Attaché der Verwaltung, unter Berücksichtigung der im Falle von Abwesenheit oder Verhinderung anwendbaren Regeln gemäß Art. 4 und 5 des besagten Erlasses;

6° Liste 1, Liste 2 und Liste 3: die Listen 1, 2 und 3 in Teil B der Anlage über die Chemikalien des Übereinkommens;

7° Einfuhr: die physische Bewegung, durch die Chemikalien, die in einer der unter Ziffer 6° erwähnten Listen genannt werden, ab dem Staatsgebiet oder jedem anderen Ort unter der Rechtshoheit oder der Kontrolle eines Drittlandes in das Staatsgebiet oder in jeden anderen Ort unter der Rechtshoheit oder der Kontrolle Belgiens befördert werden, mit Ausnahme der Durchfuhr;

8° Ausfuhr: die physische Bewegung, durch die Chemikalien, die in einer der unter Ziffer 6° erwähnten Listen genannt werden, ab dem Staatsgebiet oder jedem anderen Ort unter der Rechtshoheit oder der Kontrolle Belgiens in das Staatsgebiet oder in jeden anderen Ort unter der Rechtshoheit oder der Kontrolle eines Drittlandes befördert werden, mit Ausnahme der Durchfuhr;

9° Durchfuhr: die physische Bewegung, durch die Chemikalien, die in einer der unter Ziffer 6° erwähnten Listen genannt werden, über das Staatsgebiet Belgiens in das Bestimmungsland befördert werden; die Durchfuhr umfasst ebenfalls die Änderung des Beförderungsmittels, einschließlich der ausschließlich zu diesem Zweck vorgesehenen Zwischenlagerung;

10° Ausführer: die natürliche oder juristische Person, die eine Partei des mit dem Empfänger des Drittlandes abgeschlossenen Vertrags ist, und dazu ermächtigt ist, über den Versand an den Empfänger der Chemikalie, die in einer der unter Ziffer 6° erwähnten Listen genannt wird, zu beschließen, oder aber, wenn kein Vertrag abgeschlossen worden ist, oder wenn die Vertragspartei nicht für ihre eigene Rechnung handelt, die Person, die über den Versand der aufgelisteten Chemikalie an den Empfänger beschließen kann;

11° Einführer: die natürliche oder juristische Person, die eine Partei des mit dem Absender des Drittlandes abgeschlossenen Vertrags ist, und dazu ermächtigt ist, über den Empfang der Chemikalie, die in einer der unter Ziffer 6° erwähnten Listen genannt wird, zu beschließen, oder aber, wenn kein Vertrag abgeschlossen worden ist, oder wenn die Vertragspartei nicht für ihre eigene Rechnung handelt, die Person, die über den Empfang der aufgelisteten Chemikalie beschließen kann;

12° CAS-Nummer: die Registriernummer des Chemical Abstracts Service (CAS) nach Artikel III, 1), e) des Übereinkommens;

13° bestimmte organische Chemikalie: jede Chemikalie aus der Klasse der Kohlenstoffverbindungen - ausgenommen Kohlenstoffoxide, -sulfide und Metallkarbonate -, die durch ihre chemische Bezeichnung, ihre Strukturformel, falls bekannt, und durch ihre CAS-Nummer, falls zugeordnet, charakterisierbar ist, und die nicht in einer der Listen 1, 2 oder 3 angeführt ist;

14° PSF-Chemikalie: jeder bestimmte organische Stoff, der ebenfalls die Elemente Phosphor und/oder Schwefel und/oder Fluor enthält;

15° Produktionskapazität: die Menge einer bestimmten Chemikalie im Sinne von Artikel II, 10) des Übereinkommens.

Die in vorliegendem Erlass genannten Fristen werden wie folgt berechnet: der Tag der Amtshandlung, der den Ausgangspunkt für die Frist bildet, ist in dieser Frist nicht mit eingeschlossen. Der Tag, an dem die Frist abläuft, ist in der Frist eingeschlossen.

Wenn dieser Tag jedoch ein Samstag, ein Sonntag oder ein gesetzlicher Feiertag ist, wird das Ende der Frist auf den unmittelbar folgenden Werktag verlegt.

Art. 2 - Der beauftragte Beamte beteiligt sich am in Artikel 14, § 1 des Kooperationsabkommens genannten Ausschuss und führt die in Artikel 15, § 2 des Kooperationsabkommens vorgesehenen Aufgaben aus, wenn die inspierte Anlage sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befindet.

Art. 3 - Um zulässig zu sein, müssen ein Antrag auf Freistellung im Sinne von Artikel 5, die Meldungen im Sinne der Artikel 9, 10, 11 § 2, 12 § 1, 16 § 1, 17, 20 § 1 und 21 § 1, sowie die Anzeigen im Sinne der Artikel 11 § 1, 14 § 1 und 19 bei der Verwaltung per einfache Post oder Einschreiben eingereicht werden.

Die Freistellungsanträge im Sinne von Artikel 5, die Meldungen im Sinne von Absatz 1, und die Anzeigen im Sinne von Absatz 1 können ebenfalls per Fax oder E-Mail erfolgen, unter der Bedingung, dass eine Empfangsbestätigung des Empfängers vorliegt.

Art. 4 - Wenn die Verwaltung es zwecks der Beachtung des Kooperationsabkommens und/oder des vorliegenden Erlasses für zweckmäßig erachtet, kann sie den anderen relevanten öffentlichen Instanzen, d.h. u.a. den Dienststellen der anderen Regionen, die für die Erteilung von Lizenzen zuständig sind, der Zoll- und Akzisenverwaltung des FÖD Finanzen, der Staatssicherheit, dem FÖD Auswärtige Angelegenheiten, dem Prokurator des Königs des Bezirks, wo die betreffende Person niedergelassen ist, der föderalen Polizei, der lokalen Polizei und den zuständigen internationalen und ausländischen Behörden folgende Urkunden übermitteln:

- 1° die Anträge, Erteilungen, Aussetzungen, Entzüge und Verweigerungen von Lizenzen und Freistellungen im Sinne von Artikel 5;
- 2° die Meldungen im Sinne der Artikel 9 und 10 betreffend die Tätigkeiten der Anlagen, die Gegenstand einer Freistellung im Sinne von Artikel 5 sind;
- 3° die Anzeigen im Sinne von Artikel 11 § 1 und die Meldungen im Sinne von Artikel 11 § 2 betreffend die Verbringung von Chemikalien der Liste 1;
- 4° die Meldungen im Sinne der Artikel 12 § 1 und 16 § 1 betreffend die Tätigkeiten mit Chemikalien der Liste 2;
- 4° die Anzeigen im Sinne von Artikel 14 § 1 betreffend die Verbringung von Chemikalien der Liste 2;
- 4° die Meldungen im Sinne der Artikel 17 und 20 § 1 betreffend die Tätigkeiten mit Chemikalien der Liste 3;
- 4° die Anzeigen im Sinne von Artikel 19 betreffend die Verbringung von Chemikalien der Liste 3;
- 4° die Meldungen im Sinne von Artikel 21 § 1 betreffend die Tätigkeiten mit bestimmten organischen Chemikalien und PSF-Chemikalien.

KAPITEL II — Chemikalien der Liste 1

Abschnitt 1 — Freistellungen

Art. 5 - Wer eine Anlage, mit Ausnahme einer einzigen Kleinanlage, betreibt, die sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befindet, und wo Tätigkeiten der Herstellung, des Erwerbs auf andere Weise, der Lagerung, der Zurückbehaltung oder der Verwendung von Chemikalien der Liste 1 für Forschungs-, medizinische oder pharmazeutische Zwecke stattfinden in Mengen über 100 g im Jahr und in Gesamtmengen, die 10 kg im Jahr nicht übersteigen, reicht spätestens zweihundertsiebzig Tage vor dem Anfang des vorgesehenen Verarbeitungsverfahrens bei der Verwaltung einen Freistellungsantrag ein.

Um zulässig zu sein, muss der in Absatz 1 genannte Antrag auf Freistellung mit einer Akte versehen werden, die mindestens folgende Angaben umfasst:

- 1° den Namen und die Anschrift des Antragstellers;
- 2° die Adresse und den Auszug der Katastermutterrolle der Anlage, für welche die Freistellung beantragt wird;
- 3° eine detaillierte technische Beschreibung der Anlage, einschließlich eines Inventars der Vorrichtungen und der ausführlichen Zeichnungen;
- 4° Informationen, die beweisen, dass die Anlage ausschließlich zu Forschungs- oder medizinischen oder pharmazeutischen Zwecken betrieben sein wird;
- 5° das Datum und die Unterschrift des Antragstellers.

Art. 6 - § 1. Wenn die in Artikel 5 genannte Akte vollständig ist, übermittelt die Verwaltung sie dem Minister.

Nachdem die Verwaltung ihr Gutachten abgegeben hat, kann der Minister die in Artikel 5 genannte Freistellung gewähren.

§ 2. Der Minister kann für die Gewährung der Freistellung spezifische Bedingungen festlegen, insbesondere betreffend die Höchstmengen von Chemikalien der Liste 1, die hergestellt, auf andere Weise erworben, gelagert, zurückbehalten oder verwendet werden, und hinsichtlich des verfolgten Ziels. In allen Fällen werden diese Bedingungen beschränkt und strikt notwendig sein, um zu garantieren, dass die in der Anlage geführten Tätigkeiten denjenigen entsprechen, die durch die Freistellung genehmigt werden.

Die Verwaltung stellt dem Antragsteller den Beschluss zur Gewährung oder Verweigerung der Freistellung durch Einschreiben gegen Empfangsbestätigung zu.

Art. 7 - Wird ein Antrag auf Freistellung nach Artikel 5 verweigert, hat der Antragsteller das Recht, angehört und ggf. von einem von ihm ausgewählten Berater unterstützt zu werden.

Der Antragsteller verfügt über eine Frist von zehn Tagen ab dem Eingang des in Artikel 6, § 2, Absatz 2 genannten Einschreibens, um bei der Verwaltung eine ordnungsgemäß begründete Beschwerde einzureichen, und eine Anhörung zu verlangen.

Die Verwaltung hört den Antragsteller an, der ggf. von einem von ihm gewählten Berater unterstützt wird, und erstattet dem Minister Bericht.

Binnen einer Frist von zehn Tagen nach dem Eingang des Berichts teilt der Minister seinen Beschluss mit, die Verweigerung aufrechtzuerhalten oder eine vertiefte Überprüfung der mitgeteilten Rechtsmittel vorzunehmen. Wenn der Minister sich für eine vertiefte Überprüfung der Beschwerde entscheidet, fasst er am Abschluss dieser Überprüfung einen neuen Beschluss.

Die Verwaltung stellt dem Antragsteller den Beschluss des Ministers per Einschreiben zu.

Art. 8 - § 1. Der Minister oder der beauftragte Beamte kann die in Artikel 5 genannte Freistellung aussetzen, wenn

- 1° die Bedingungen, um die Freistellung in Anspruch zu nehmen, nicht beachtet werden;
- 2° die in Abschnitt 2 vorliegenden Kapitels genannten Meldungen nicht vorliegen;
- 3° die in Abschnitt 3 vorliegenden Kapitels genannten Anzeigen nicht vorliegen;
- 4° die Verwaltung dies für den Schutz der wesentlichen Interessen der Wallonischen Region und Belgiens oder aus Gründen der öffentlichen Ordnung oder Sicherheit als erforderlich erachtet.

Die Verwaltung stellt dem Anspruchsberechtigten der Freistellung durch Einschreiben oder durch jedes gleichwertige Mittel den Aussetzungsbeschluss des Ministers zu, der eine Frist von mindestens zehn Tagen bis höchstens dreißig Tagen festlegt, während deren der Anspruchsberechtigte der Abweichung beweisen muss, dass er die Bedingungen einhält.

Der Aussetzungsbeschluss wird ab der Zustellung des Beschlusses des Ministers durch die Verwaltung wirksam.

§ 2. Wenn der Anspruchsberechtigte der Freistellung am Ablauf der im Aussetzungsbeschluss festgelegten Frist die erforderlichen Bedingungen nicht einhält oder wenn die von ihm ergriffenen Maßnahmen nicht zureichen, zieht der Minister die Freistellung zurück.

Die Verwaltung stellt dem Anspruchsberechtigten der Freistellung per Einschreiben einen neuen Beschluss des Ministers zu, in dem angegeben wird, dass

1° die Aussetzung der Freistellung aufgehoben wird, wobei das Datum angegeben wird, an dem dieser Beschluss wirksam wird;

2° die Aussetzung bis zu einem bestimmten Datum gültig bleibt;

3° dass die Freistellung zurückgezogen worden ist.

Abschnitt 2 — Meldungen

Art. 9 - Derjenige, dem eine in Artikel 5 genannte Freistellung gewährt worden ist, teilt ausschließlich der Verwaltung, mindestens zweihundertsiebzig Tage vor der Inbetriebnahme der betroffenen Anlage, die folgenden Informationen mit:

1° die Adresse der Anlage;

2° eine technische Beschreibung der Anlage, in der insbesondere das bzw. die Werke bestimmt werden, in dem bzw. denen die Chemikalien der Liste I hergestellt werden.

Etwaige Änderungen, die im Verhältnis zur in Absatz 1 genannten Meldung vorgesehen werden, sind der Verwaltung spätestens zweihundertsiebzig Tage vor ihrer Durchführung mitzuteilen.

Art. 10 - § 1. Derjenige, der auf eine in Artikel 5 genannte Freistellung Anspruch hat, übermittelt ausschließlich der Verwaltung jährlich vor dem 15. Februar des laufenden Kalenderjahres die folgenden Informationen über das vorangegangene Kalenderjahr:

1° die Identifizierung der Anlage, einschließlich ihrer Bezeichnung, genauen Ortslage und Adresse;

2° für jede Chemikalie der Liste 1, die in der Anlage hergestellt, erworben, verbraucht oder gelagert worden ist, die folgenden Angaben:

a) die chemische Bezeichnung, die Strukturformel und die CAS-Nummer, falls zugeordnet,

b) die benutzten Methoden und die hergestellte Menge;

c) den Namen und die Menge der Ausgangssubstanzen der Liste 1, 2 oder 3, die zwecks der Herstellung der Chemikalie der Liste 1 benutzt worden sind;

d) die in der Anlage verbrauchte Menge und den (die) Zweck(e) dieses Verbrauchs;

e) die von anderen Anlagen erhaltene, oder zu anderen Anlagen, die sich im Königreich Belgien befinden, verbrachte Menge, sowie für jede Verbringung, die Menge, den Empfänger und den Zweck;

f) die im Laufe des Jahres gelagerte Höchstmenge;

g) die am Ende des Jahres gelagerte Menge;

3° die Angaben über alle im Laufe des Jahres an der Anlage angebrachten Änderungen im Verhältnis zu den detaillierten technischen Beschreibungen der Anlage, die früher im Rahmen der Genehmigungs- und Billigungsverfahren gegeben wurden, einschließlich des Inventars der Vorrichtungen und der detaillierten Schemen.

§ 2. Darüber hinaus übermittelt er ausschließlich der Verwaltung jährlich vor dem 1. September des laufenden Kalenderjahres die folgenden Informationen über die im Laufe des folgenden Kalenderjahres vorgesehenen Tätigkeiten und Herstellungsprogramme:

1° die Identifizierung der Anlage, einschließlich ihrer Bezeichnung, genauen Ortslage und Adresse;

2° für jede Chemikalie der Liste 1, deren Herstellung, Verbrauch oder Lagerung in der Anlage im Laufe des kommenden Kalenderjahres vorgesehen ist, die folgenden Angaben:

a) die chemische Bezeichnung, die Strukturformel und die CAS-Nummer, falls zugeordnet,

b) die Menge, deren Herstellung, Verbrauch oder Lagerung während des Jahres vorgesehen ist, die Daten und den Zweck des Vorgangs;

3° die Angaben über alle im Laufe des Jahres an der Anlage oder ihren relevanten Teilen beabsichtigten Änderungen im Verhältnis zu den detaillierten technischen Beschreibungen der Anlage, die früher im Rahmen der Genehmigungs- und Billigungsverfahren gegeben wurden, einschließlich des Inventars der Vorrichtungen und der detaillierten Schemen.

Abschnitt 3 — Verbringungen

Art. 11 - § 1. Derjenige, der ein Labor im Sinne von Artikel 6, § 1 des Kooperationsabkommens betreibt, oder eine Freistellung nach Artikel 5 in Anspruch nimmt, zeigt ausschließlich der Verwaltung jede Verbringung einer Chemikalie der Liste 1 an,

1° nach oder aus Laboratorien im Rahmen der Mengen und Zielsetzungen, die in Artikel 6, § 1 des Kooperationsabkommens genannt werden;

2° nach oder aus einer von der Region genehmigten Anlage, zu Forschungs-, medizinischen oder pharmazeutischen Zwecken im Sinne von Artikel 6, § 3 des Kooperationsabkommens.

Um zulässig zu sein, muss die in Absatz 1 genannte Anzeige mindestens fünfundvierzig Tage vor dieser Verbringung stattfinden, und folgende Angaben enthalten:

1° die chemische Bezeichnung, die Strukturformel und die CAS-Nummer, falls zugeordnet,

2° die Menge, die von einem anderen Staat, der das Übereinkommen unterzeichnet hat, empfangen wird, oder diesem Staat zugeführt wird;

3° wenn anwendbar, den Empfänger und den Zweck der Verbringung;

4° wenn anwendbar, den Absender und den Zweck der Verbringung;

5° das Datum, das für die Verbringung vorgesehen ist;

6° wenn anwendbar, die Nummer der Ausfuhr- bzw. Einfuhrlizenz.

Die in Absatz 1 genannte Frist für die Anzeige ist nicht auf die Verbringung von Mengen von höchstens 5 Milligramm Saxitoxin, einer in der Liste 1 genannten Chemikalie, anwendbar, wenn die Verbringung zu medizinischen oder Diagnosezwecken stattfindet. In diesen Fällen findet die Anzeige spätestens drei Tage vor dieser Verbringung statt.

§ 2. Derjenige, der eine Anlage im Sinne von Artikel 6, § 3 des Kooperationsabkommens betreibt, übermittelt ausschließlich der Verwaltung jährlich vor dem 15. Februar des laufenden Kalenderjahres die Informationen über die während des vorangegangenen Kalenderjahrs vorgenommenen Verbringungen von in der Anlage 1 genannten Chemikalien. Diese Informationen enthalten folgende Angaben für jede verbrachte Chemikalie:

1° die chemische Bezeichnung, die Strukturformel und die CAS-Nummer, falls zugeordnet,

2° die Menge, die von einem anderen Staat, der das Übereinkommen unterzeichnet hat, empfangen wird, oder diesem Staat zugeführt wird, mit Angabe, für jede Verbringung, der Menge, des Empfängers und des Zwecks.

KAPITEL III — Chemikalien der Liste 2

Abschnitt 1 — Meldungen

Art. 12 - § 1. Derjenige, der eine Anlage betreibt, die sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befindet, in der während eines der drei vorangegangenen Kalenderjahre Chemikalien der Liste 2 hergestellt, verarbeitet oder verbraucht worden sind, oder beabsichtigt wird, solche Chemikalien während des folgenden Kalenderjahres herzustellen, zu verarbeiten oder zu verbrauchen, übermittelt ausschließlich der Verwaltung die folgenden Meldungen, wenn die in Absatz 2 genannten Bedingungen erfüllt sind:

1° die Erstmeldung, die spätestens binnen neunzig Tagen nach dem Anfang der Tätigkeit unterbreitet werden muss;

2° die jährliche Meldung über frühere Tätigkeiten, die spätestens am 15. Februar eines jeden Jahres unterbreitet werden muss;

3° die jährliche Meldung voraussichtlicher Tätigkeiten, die spätestens am 1. September des Jahres vor demjenigen, im Laufe dessen die Tätigkeit beabsichtigt wird, unterbreitet werden muss;

4° die Meldung von zusätzlichen Tätigkeiten betreffend jede zusätzliche Tätigkeit, die nach der Unterbreitung der jährlichen Meldung voraussichtlicher Tätigkeiten beabsichtigt wird, und die spätestens zwanzig Tage vor dem Anfang der Tätigkeit unterbreitet werden muss.

§ 2. Die Bestimmungen des ersten Absatzes sind nur dann anwendbar, wenn die Mengen der hergestellten, verarbeiteten, oder verbrauchten Chemikalien der Liste 2 folgende übertreffen:

1° 1 kg einer mit "*" gekennzeichneten Chemikalie im Teil A der Liste 2;

2° 100 kg jeder sonstigen Chemikalie, die im Teil A der Liste 2 genannt wird; oder

3° 1 Tonne einer Chemikalie, die im Teil B der Liste 2 genannt wird.

Art. 13 - § 1. Die Meldungen nach Artikel 12, § 1 enthalten folgende Angaben:

1° den Namen der Anlage und ihres Eigentümers sowie den Namen der natürlichen oder juristischen Person, die sie betreibt;

2° die Adresse der Anlage;

3° die Anzahl Werke innerhalb der Anlage, wo die Chemikalien der Liste 3 hergestellt werden;

4° für jedes Werk der Anlage, das Mengen herstellt, die diejenigen überschreiten, die in Artikel 12, § 2 genannt werden:

a) den Namen des Werks und seines Eigentümers sowie den Namen der natürlichen oder juristischen Person, die es betreibt;

b) die genaue Standortbestimmung in der Anlage, zu der das Werk gehört, mit Angabe der eventuellen Gebäude- oder Bauwerksnummer;

c) die wichtigsten Tätigkeiten des Werks;

d) die Art des Werks:

i) das Werk, das die gemeldete(n) Chemikalie(n) der Liste 2 herstellt, verarbeitet oder verbraucht;

ii) das auf solche Tätigkeiten spezialisierte Werk oder das Mehrzweckwerk;

iii) das Werk, das sonstige Tätigkeiten in Bezug auf die gemeldete(n) Chemikalie(n) der Liste 2 vornimmt, wobei die Art dieser Tätigkeiten genau zu beschreiben ist;

e) die Produktionskapazität des Werks für jede gemeldete Chemikalie der Liste 2.

Die in Artikel 12, § 1 genannten Meldungen umfassen ebenfalls folgende Angaben für jede Chemikalie der Liste 2, die in Mengen hergestellt, verarbeitet oder verbraucht wurde, die diejenigen überschreiten, die in Artikel 12, § 2 angegeben sind:

1° die chemische Bezeichnung, den in der Anlage verwendeten gewöhnlichen oder handelsüblichen Namen, die Strukturformel und die CAS-Nummer, falls zugeordnet;

2° bei der Erstmeldung, die Gesamtmenge, die während des vorangegangenen Kalenderjahres oder ggf. im Laufe jedes der letzten drei vorangegangenen Jahre von der Anlage hergestellt, verarbeitet, verbraucht, eingeführt oder ausgeführt wurde;

3° bei der jährlichen Meldung über frühere Tätigkeiten, die Gesamtmenge, die während des vorangegangenen Kalenderjahres von der Anlage hergestellt, verarbeitet, verbraucht, eingeführt oder ausgeführt wurde;

4° bei der jährlichen Meldung voraussichtlicher Tätigkeiten, die von der Anlage im nächsten Kalenderjahr voraussichtlich hergestellte, verarbeitete oder verbrauchte Gesamtmenge, einschließlich des für die Herstellung, die Verarbeitung oder den Verbrauch voraussichtlich benötigten Zeitraums;

5° die Zwecke, zu denen die Chemikalie hergestellt, verarbeitet oder verbraucht wurde oder werden wird:

a) Verarbeitung oder Verbrauch vor Ort unter genauer Angabe der Produktgruppen;

b) Verkauf oder Weitergabe innerhalb des Hoheitsgebiets des Königreichs Belgien, mit der Angabe, ob die Chemikalien für die Industrie, den Händler, oder eine andere Bestimmung bestimmt sind, nach Möglichkeit unter Angabe der endgültigen Produktgruppen;

c) Direktausfuhr mit einer genauen Beschreibung der Staaten der Endbestimmung;

d) sonstige Zwecke unter Angabe dieser Zwecke.

§ 2. Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 12 sind die in Paragraph 1 genannten Meldungen nicht erforderlich für die Herstellung, Verarbeitung oder den Verbrauch von Mischungen von Chemikalien, die

1° höchstens 1% einer in Liste 2, Teil A angeführten Chemikalie oder einer in Liste 2, Teil A angeführten, mit "*" gekennzeichneten Chemikalie enthalten;

2° mehr als 1% und höchstens 10 % einer in Liste 2, Teil A angeführten Chemikalie oder einer in Liste 2, Teil A angeführten, mit "*" gekennzeichneten Chemikalie enthalten, unter der Voraussetzung, dass die Menge, die jährlich hergestellt, verarbeitet oder verbraucht wird, folgende Mengen unterschreitet:

- a) 10 kg einer mit "*" gekennzeichneten Chemikalie im Teil A der Liste 2;
 - b) 1 Tonne jeder sonstigen Chemikalie, die im Teil A der Liste 2 genannt wird;
- 3° weniger als und höchstens 30% einer in Liste 2, Teil B genannten Chemikalie.

Abschnitt 2 — Verbringungen

Art. 14 - § 1. Derjenige, der im Laufe des vorangegangenen Kalenderjahres Chemikalien der Liste 2 in die Wallonische Region eingeführt, aus der Wallonischen Region ausgeführt oder durch die Wallonische Region geführt hat, muss dies ausschließlich der Verwaltung anzeigen.

Wenn der Empfänger oder der Absender der Chemikalien von Liste 2 eine andere Person als der Einführer bzw. Ausführer im Sinne von Artikel 1, Absatz 1, 10° und 11° ist, obliegt diese Anzeigepflicht je nach Fall dem Einführer oder dem Ausführer.

Um zulässig zu sein, muss die in Absatz 1 genannte Anzeige spätestens am 15. Februar des laufenden Kalenderjahres stattfinden, und folgende Angaben enthalten:

- 1° die chemische Bezeichnung, die Strukturformel und die CAS-Nummer, falls zugeordnet;
- 2° je nach Fall, die ein-, aus- oder durchgeführte Menge der Chemikalien von Liste 2;
- 3° das Land, in das bzw. aus dem die Chemikalien von Liste 2 aus- bzw. eingeführt worden sind;
- 4° im Falle einer Durchfuhr, das Ausfuhr- und Einfuhrland;

5° wenn der Empfänger oder der Absender der Chemikalien von Liste 2 eine andere Person als der Einführer bzw. Ausführer ist, der Name und die Adresse des Empfängers oder des Absenders.

§ 2. Die Bestimmungen von Paragraph 1 gelten nicht für Mischungen von Chemikalien im Sinne von Artikel 13, § 2.

Art. 15 - Die Ausfuhr, die Einfuhr oder die Durchfuhr durch das Hoheitsgebiet der Wallonischen Region von Chemikalien der Liste 2 in oder aus Ländern, die das Übereinkommen nicht unterzeichnet haben, ist untersagt.

Das Verbot nach Absatz 1 gilt nicht für

- 1° Produkte, die weniger als oder höchstens 1% einer in Liste 2, Teil A angeführten Chemikalie oder einer in Liste 2, Teil A angeführten, mit "*" gekennzeichneten Chemikalie enthalten;
- 2° Produkte, die weniger als oder höchstens 10% einer Chemikalie, die im Teil B der Liste 2 genannt wird, enthalten;
- 3° Produkte, die als für den Einzelhandel bestimmte Verbrauchsgüter zum persönlichen Gebrauch oder zur individuellen Nutzung gelten.

Abschnitt 3 — Historische Meldungen

Art. 16 - § 1. Derjenige, der eine auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegene Anlage betreibt oder betrieben hat, in der zu irgendeinem Zeitpunkt zwischen dem 1. Januar 1946 und dem Datum des Inkrafttretens vorliegenden Erlasses Chemikalien der Liste 2 hergestellt werden oder worden sind, um chemische Waffen zu entwerfen oder zu produzieren, übermittelt binnen achtundzwanzig Tagen nach dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses ausschließlich der Verwaltung folgende Informationen:

1° den Namen der Anlage und ihres Eigentümers sowie den Namen der natürlichen oder juristischen Person, die sie betreibt;

2° die Adresse der Anlage;

3° für jedes Werk der Anlage, wo Chemikalien der Liste 2 zwecks des Entwurfs von chemischen Waffen hergestellt worden sind, die folgenden Angaben:

a) den Namen des Werks und seines Eigentümers sowie den Namen der natürlichen oder juristischen Person, die es betreibt;

b) die genaue Standortbestimmung in der Anlage, zu der das Werk gehört, mit Angabe der eventuellen Gebäude- oder Bauwerksnummer;

c) die wichtigsten Tätigkeiten des Werks;

d) die Art des Werks:

i) das Werk, das die gemeldete(n) Chemikalie(n) der Liste 2 herstellt, behandelt oder verbraucht;

ii) das auf solche Tätigkeiten spezialisierte Werk oder das Mehrzweckwerk;

iii) das Werk, das sonstige Tätigkeiten in Bezug auf die gemeldete(n) Chemikalie(n) der Liste 2 vornimmt, wobei die Art dieser Tätigkeiten genau zu beschreiben ist;

e) die Produktionskapazität des Werks für jede gemeldete Chemikalie der Liste 2;

4° für jede Chemikalie der Liste 2, die zwecks der Entwicklung von chemischen Waffen hergestellt worden sind, die folgenden Angaben:

a) die chemische Bezeichnung, den in der Anlage verwendeten gewöhnlichen oder handelsüblichen Namen, die Strukturformel und die CAS-Nummer, falls zugeordnet;

b) das Datum der Herstellung der Chemikalie und die hergestellte Menge;

c) den Ort, wo die Chemikalie verbraucht worden ist und das dort hergestellte Endprodukt, falls bekannt.

§ 2. Die Bestimmungen von Paragraph 1 gelten nicht für diejenigen Personen, die vor dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses diese Angaben bereits der nationalen Behörde mitgeteilt haben.

KAPITEL IV — *Chemikalien der Liste 3**Abschnitt 1 — Meldungen*

Art. 17 - Derjenige, der eine Anlage betreibt, die sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befindet, in der während des vorangegangenen Kalenderjahres oder des folgenden Kalenderjahres mehr als 30 Tonnen einer Chemikalie der Liste 3 hergestellt, verarbeitet oder verbraucht worden sind, oder beabsichtigt wird, solche Chemikalien herzustellen, zu verarbeiten oder zu verbrauchen, übermittelt ausschließlich der Verwaltung die folgenden Meldungen:

1° die Erstmeldung, die spätestens binnen neunzig Tagen nach dem Anfang der Tätigkeit unterbreitet werden muss;

2° die jährliche Meldung über frühere Tätigkeiten, die spätestens am 15. Februar eines jeden Jahres unterbreitet werden muss;

3° die jährliche Meldung voraussichtlicher Tätigkeiten, die spätestens am 1. September des Jahres vor demjenigen, im Laufe dessen die Tätigkeit geplant wird, unterbreitet werden muss;

4° die Meldung von zusätzlichen Tätigkeiten betreffend jede zusätzliche Tätigkeit, die nach der Unterbreitung der jährlichen Meldung voraussichtlicher Tätigkeiten beabsichtigt wird, und die spätestens zwanzig Tage vor dem Anfang der Tätigkeit unterbreitet werden muss.

Art. 18 - § 1. Die Meldungen nach Artikel 17 enthalten folgende Angaben:

1° den Namen der Anlage und ihres Eigentümers sowie den Namen der natürlichen oder juristischen Person, die sie betreibt;

2° die Adresse der Anlage;

3° die Anzahl Werke innerhalb der Anlage, wo die Chemikalien der Liste 2 hergestellt werden;

4° für jedes Werk der Anlage, das Mengen herstellt, die diejenige überschreiten, die in Artikel 17 genannt wird:

a) den Namen des Werks und seines Eigentümers sowie den Namen der natürlichen oder juristischen Person, die es betreibt;

b) die genaue Standortbestimmung in der Anlage, zu der das Werk gehört, mit Angabe der eventuellen Gebäude- oder Bauwerksnummer;

c) die wichtigsten Tätigkeiten des Werks.

Die in Artikel 17 genannten Meldungen umfassen ebenfalls folgende Angaben für jede Chemikalie der Liste 3, die in Artikel 17 angegebene Menge überschreitet:

1° die chemische Bezeichnung, den in der Anlage verwendeten gewöhnlichen oder handelsüblichen Namen, die Strukturformel und die CAS-Nummer, falls zugeordnet;

2° bei der jährlichen Meldung über frühere Tätigkeiten, die ungefähre Menge der im vorangegangenen Kalenderjahr hergestellten Chemikalie;

3° bei der jährlichen Meldung voraussichtlicher Tätigkeiten, die ungefähre Menge, deren Herstellung im Laufe des folgenden Kalenderjahrs im betreffenden Werk beabsichtigt wird.

Die in dem Absatz, Ziffern 2° und 3° genannten Mengen müssen in folgenden Größenordnungen angegeben werden:

a) von 30 bis 200 Tonnen;

b) von 200 bis 1000 Tonnen;

c) von 1 000 Tonnen bis 10 000 Tonnen;

d) von 10 000 Tonnen bis 100 000 Tonnen;

e) mehr als 100 000 Tonnen.

4° die Zwecke, zu denen die Chemikalie hergestellt wurde oder werden wird.

§ 2. Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 17 sind die in Paragraph 1 genannten Meldungen nicht erforderlich für die Herstellung von Mischungen von Chemikalien, die eine Menge unter oder von höchstens 30% einer Chemikalie der Liste 3 enthalten.

Abschnitt 2 — Verbringungen

Art. 19 - § 1. Derjenige, der im Laufe des vorangegangenen Kalenderjahres Chemikalien der Liste 3 in die Wallonische Region eingeführt, aus der Wallonischen Region ausgeführt oder durch die Wallonische Region geführt hat, muss dies ausschließlich der Verwaltung anzeigen.

Wenn der Empfänger oder der Absender der Chemikalien von Liste 3 eine andere Person als der Einführer bzw. Ausführer im Sinne von Artikel 1, Absatz 1, 10° und 11° ist, obliegt diese Anzeigepflicht je nach Fall dem Einführer oder dem Ausführer.

Um zulässig zu sein, muss die in Absatz 1 genannte Anzeige spätestens am 15. Februar des laufenden Kalenderjahres stattfinden, und folgende Angaben enthalten:

1° die chemische Bezeichnung, die Strukturformel und die CAS-Nummer, falls zugeordnet;

2° je nach Fall, die ein-, aus- oder durchgeführte Menge der Chemikalien von Liste 3;

3° das Land, in das bzw. aus dem die Chemikalien von Liste 3 aus- bzw. eingeführt worden sind;

4° im Falle einer Durchfuhr, das Ausfuhr- und Einfuhrland;

5° wenn der Empfänger oder der Absender der Chemikalien von Liste 3 eine andere Person als der Einführer bzw. Ausführer ist, der Name und die Adresse des Empfängers oder des Absenders.

§ 2. Die Bestimmungen von Paragraph 1 gelten nicht für Mischungen von Chemikalien im Sinne von Artikel 18, § 2.

Abschnitt 3 — Historische Meldungen

Art. 20 - § 1. Derjenige, der eine auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegene Anlage betreibt oder betrieben hat, in der zu irgendeinem Zeitpunkt zwischen dem 1. Januar 1946 und dem Datum des Inkrafttretens vorliegenden Erlasses Chemikalien der Liste 3 hergestellt werden oder worden sind, um chemische Waffen zu entwerfen oder zu produzieren, übermittelt binnen achtundzwanzig Tagen nach dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses ausschließlich der Verwaltung folgende Informationen:

1° den Namen der Anlage und ihres Eigentümers sowie den Namen der natürlichen oder juristischen Person, die sie betreibt;

2° die Adresse der Anlage;

3° für jedes Werk der Anlage, wo Chemikalien der Liste 3 zwecks des Entwurfs von chemischen Waffen hergestellt worden sind, die folgenden Angaben:

a) den Namen des Werks und seines Eigentümers sowie den Namen der natürlichen oder juristischen Person, die es betreibt;

b) die genaue Standortbestimmung in der Anlage, zu der das Werk gehört, mit Angabe der eventuellen Gebäude- oder Bauwerksnummer;

c) die wichtigsten Tätigkeiten des Werks;

4° für jede Chemikalie der Liste 3, die zwecks der Entwicklung von chemischen Waffen hergestellt worden sind, die folgenden Angaben:

a) die chemische Bezeichnung, den in der Anlage verwendeten gewöhnlichen oder handelsüblichen Namen, die Strukturformel und die CAS-Nummer, falls zugeordnet;

b) das Datum der Herstellung der Chemikalie und die hergestellte Menge;

c) den Ort, wo die Chemikalie verbraucht worden ist und das dort hergestellte Endprodukt, falls bekannt.

§ 2. Die Bestimmungen von Paragraph 1 gelten nicht für diejenigen Personen, die vor dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses diese Angaben bereits der nationalen Behörde mitgeteilt haben.

KAPITEL V — Bestimmte organische Chemikalien und PSF-Chemikalien

Art. 21 - § 1. Derjenige, der eine Anlage betreibt, in der im Laufe des vorangegangenen Kalenderjahres bestimmte organische Chemikalien oder PSF-Chemikalien hergestellt worden sind, übermittelt ausschließlich der Verwaltung jährlich vor dem 15. Februar des laufenden Kalenderjahres die folgenden Informationen:

1° den Namen der Anlage und ihres Eigentümers sowie den Namen der natürlichen oder juristischen Person, die sie betreibt;

2° die Adresse der Anlage;

3° die Haupttätigkeiten der Anlage;

4° die ungefähre Anzahl Werke in der Anlage, die bestimmte organische Chemikalien oder PSF-Chemikalien herstellen.

§ 2. Die Bestimmungen von § 1 gelten nur dann, wenn die hergestellten Mengen von bestimmten organischen Chemikalien oder PSF-Chemikalien im Laufe des vorangegangenen Kalenderjahres folgende Werte erreicht haben:

1° mehr als 200 Tonnen durch Synthese hergestellte bestimmte organische Chemikalien;

oder

2° mehr als 30 Tonnen durch Synthese hergestellte PSF-Chemikalien.

Art. 22 - § 1. Derjenige, der Auskünfte über eine Anlage nach Artikel 21, § 2, 1° mitgeteilt hat, übermittelt ebenfalls Informationen über die ungefähre Gesamtmenge von bestimmten organischen Chemikalien, die im Laufe des vorangegangenen Kalenderjahres hergestellt worden sind, in folgenden Größenordnungen:

1° weniger als 1 000 Tonnen;

2° von 1 000 Tonnen bis 10 000 Tonnen;

3° mehr als 10 000 Tonnen.

§ 2. Derjenige, der Auskünfte über eine Anlage nach Artikel 21, § 2, 2° mitgeteilt hat, übermittelt ebenfalls Informationen über die Anzahl Werke in der Anlage, in denen PSF-Chemikalien hergestellt worden sind, und über die ungefähre Gesamtmenge von PSF-Chemikalien, die im Laufe des vorangegangenen Kalenderjahres hergestellt von jeder der betroffenen Anlagen worden sind, in folgenden Größenordnungen:

1° weniger als 200 Tonnen;

2° von 200 Tonnen bis 1 000 Tonnen;

3° von 1 000 Tonnen bis 10 000 Tonnen;

4° mehr als 10 000 Tonnen.

Art. 23 - Die Bestimmungen von Artikel 21, § 1 gelten nicht für die Anlagen, die ausschließlich folgende Produkte herstellen:

1° Explosivstoffe;

2° Kohlenwasserstoffe;

3° Oligomere oder Polymere, die Phosphor und/oder Schwefel und/oder Fluor enthalten oder nicht;

4° Chemikalien, die sich ausschließlich aus Kohlenstoff und einem Metall zusammensetzen.

KAPITEL VI — *Abweichungen*

Art. 24 - Derjenige, der von der Verwaltung einen Antrag auf zusätzliche Auskünfte erhält betreffend eine festgestellte Abweichung in Zusammenhang mit der Einfuhr oder der Ausfuhr in die bzw. aus der Wallonischen Region von Chemikalien der Liste 1, 2 oder 3, teilt der Verwaltung alle nützlichen Informationen mit.

Die Verwaltung garantiert die Vertraulichkeit der ihr mitgeteilten Informationen und übermittelt sie ausschließlich der in Artikel 2, 12^o des Kooperationsabkommens genannten nationalen Behörde.

KAPITEL VII — *Schlussbestimmungen*

Art. 25 - Der Minister, der in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung, die Ein-, Aus- und Durchfuhr von Waffen, Munition, Ausrüstungen, die speziell zu einer militärischen Zweckverwendung oder zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung dienen sollen, und der damit verbundenen Technologie, sowie von Erzeugnissen und Technologien mit doppeltem Verwendungszweck in seinem Zuständigkeitsbereich hat, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Mai 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/204025]

15 MEI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot reglementering van bepaalde niet-verboden activiteiten met chemische producten beoogd de overeenkomst tot verbod van de ontwikkeling, de productie, de aanleg van voorraden en het gebruik van chemische wapens en inzake de vernietiging van deze wapens, gedaan te Parijs op 13 januari 1993

De Waalse Regering,

Gelet op de overeenkomst tot verbod van de ontwikkeling, de productie, de aanleg van voorraden en het gebruik van chemische wapens en inzake de vernietiging van deze wapens, gedaan te Parijs op 13 januari 1993;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 2 maart 2007 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitvoering van de overeenkomst tot verbod van de ontwikkeling, de productie, de aanleg van voorraden en het gebruik van chemische wapens en inzake de vernietiging van deze wapens, gedaan te Parijs op 13 januari 1993, wordt goedgekeurd, inzonderheid op de artikelen 6, § 3, 7, § 3, 8, § 2, 9, 10 en 11;

Gelet op het advies nr. 55.944/4 van de Raad van State, gegeven op 5 mei 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-President, bevoegd voor de invoer, de uitvoer en de doorvoer van producten en technologieën voor tweërlei gebruik,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1^o overeenkomst : de overeenkomst tot verbod van de ontwikkeling, de productie, de aanleg van voorraden en het gebruik van chemische wapens en inzake de vernietiging van deze wapens, gedaan te Parijs op 13 januari 1993;

2^o samenwerkingsakkoord : het samenwerkingsakkoord van 2 maart 2007 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitvoering van de overeenkomst tot verbod van de ontwikkeling, de productie, de aanleg van voorraden en het gebruik van chemische wapens en inzake de vernietiging van deze wapens, gedaan te Parijs op 13 januari 1993;

3^o Minister : de Minister bevoegd voor de invoer, uitvoer, en doorvoer van producten en technologieën voor tweërlei gebruik, overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

4^o administratie : de Directie Wapenvergunningen van het Operationele directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

5^o gemachtigd ambtenaar : één van de ambtenaren bedoeld in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst, namelijk de directeur-generaal, de inspecteur-generaal, de directeur, de eerste attaché of de attaché van de administratie, waarbij rekening wordt gehouden met de afwezigheds- of verhinderingsregels bedoeld in de artikelen 4 en 5 van dat besluit;

6^o tabel 1, tabel 2 en tabel 3 : de tabellen 1, 2 en 3 opgenomen in deel B van de bijlage inzake de chemische producten van de overeenkomst;

7^o invoer : de fysieke beweging van de chemische producten, opgenomen op één van de tabellen onder 6^o naar het grondgebied of enige andere plaats onder het rechtsgebied of de controle van België vanuit het grondgebied of enige andere plaats onder het rechtsgebied of de controle van het derde land, de doorvoer uitgezonderd;

8° uitvoer: de fysieke beweging van de chemische producten, opgenomen op één van de tabellen onder 6° vanuit het grondgebied of enige andere plaats onder het rechtsgebied of de controle van België naar het grondgebied of enige andere plaats onder het rechtsgebied of de controle van het derde land, de doorvoer uitgezonderd;

9° doorvoer: de fysieke beweging waarbij de chemische producten opgenomen op één van de tabellen onder 6° via het grondgebied van België vervoerd worden naar het land van bestemming; daarbij valt onder doorvoer eveneens de verandering in het vervoersmiddel, met inbegrip van de tijdelijke opslag die uitsluitend daartoe wordt voorzien;

10° uitvoerder: de natuurlijke of rechtspersoon die contractsluitende partij is met de bestemming van het derde land en die gemachtigd is om te beslissen over de verzending van het chemisch product opgenomen op één van de tabellen bedoeld onder 6° naar de bestemming of als geen enkel contract is ondertekend of als de contractsluitende partij niet voor eigen rekening handelt, de persoon die de mogelijkheid heeft te beslissen over de verzending van het opgelijst chemisch product naar de bestemming;

11° invoerder: de natuurlijke of rechtspersoon die contractsluitende partij is met de verzender van het derde land en die gemachtigd is om te beslissen over de ontvangst van het chemisch product opgenomen op één van de tabellen bedoeld onder 6° of als geen enkel contract is ondertekend of als de contractsluitende partij niet voor eigen rekening handelt, de persoon die de mogelijkheid heeft te beslissen over de ontvangst van het opgelijst chemisch product naar de bestemming;

12° CAS-nummer: identifier van het Chemical Abstracts Service (CAS), vermeld in artikel III, punt 1, e), van de overeenkomst;

13° omschreven organisch chemisch product: elke chemische substantie uit de klasse van de koolstofverbindingen met uitzondering van de koolstofoxiden, zwavelkoolstof en metaalcarbonaten, omschreven middels de chemische benaming, de structurele formule, indien bekend, en het CAS-nummer, indien toegekend, en die niet opgenomen is in één van de tabellen 1, 2 of 3;

14° PSF-product: elke organische stof die eveneens fosfor- en/of zwavel- en/of fluorelementen bevat;

15° productiecapaciteit: de hoeveelheid chemisch product zoals bedoeld in artikel II, punt 10), van de overeenkomst.

De termijnen waarin dit besluit voorziet worden berekend als volgt: de dag van de akte waarop de termijn ingaat, wordt niet meegerekend. De vervalddag wordt meegerekend in de termijn.

Wanneer die dag evenwel een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de vervalddag naar de eerstkomende werkdag verschoven.

Art. 2. De gemachtigd ambtenaar neemt deel aan het ad hoc-comité bedoeld in artikel 14, § 1, van het samenwerkingsakkoord en voert de taken bepaald in artikel 15, § 2, van het samenwerkingsakkoord uit wanneer de geïnspeteerde installatie zich op het grondgebied van het Waalse Gewest bevindt.

Art. 3. Om ontvankelijk te zijn, dienen de aanvragen tot vrijstelling zoals bedoeld in artikel 5, de aangiften bedoeld in de artikelen 9, 10, 11, § 2, 12, § 1, 16, § 1, 17, 20, § 1, en 21, § 1, evenals de kennisgevingen bedoeld in de artikelen 11, § 1, 14, § 1, en 19, bij eenvoudig of aangetekend schrijven bij de administratie ingediend worden.

De aanvragen tot vrijstellingen bedoeld in artikel 5, de aangiften bedoeld in lid 1, evenals de kennisgevingen bedoeld in lid 1, kunnen eveneens per fax of e-mail worden ingediend, voor zover er een bericht van ontvangst van de bestemming wordt voorgelegd.

Art. 4. Wanneer de administratie dit nuttig acht met het oog op de inachtneming van het samenwerkingsakkoord en/of dit besluit, kan ze een kennisgeving versturen naar de andere relevante overheidsinstanties, onder andere de diensten voor de toekenning van de licenties in de andere gewesten, het Bestuur van de Douanes en Accijnzen van FOD Financiën, de Staatsveiligheid, de FOD Buitenlandse Zaken, de procureur des Konings van het arrondissement waarin betrokkene gevestigd is, de federale politie, de lokale politie en de internationale en buitenlandse overheden bevoegd voor:

1° de aanvragen, toekenningen, schorsingen, herroepingen en weigeringen van licenties, van de vrijstellingen zoals bedoeld in artikel 5;

2° de aangiften bedoeld in de artikelen 9 en 10 betreffende de activiteiten van de installaties die een vrijstelling kregen zoals bedoeld in artikel 5;

3° de kennisgevingen zoals bedoeld in artikel 11, § 1, en aangiften zoals bedoeld in artikel 11, § 2, betreffende de overdrachten van chemische producten van tabel 1;

4° de aangiften bedoeld in de artikelen 12, § 1, en 16, § 1, betreffende de activiteiten met de chemische producten van tabel 2;

5° de kennisgevingen bedoeld in de artikelen 14, § 1, betreffende de overdrachten van chemische producten van tabel 2;

6° de aangiften bedoeld in de artikelen 17 en 20, § 1, betreffende de activiteiten met de chemische producten van tabel 3;

7° de kennisgevingen bedoeld in artikel 19 betreffende de overdrachten van chemische producten van tabel 3;

8° de aangiften bedoeld in artikelen 21, § 1, betreffende de activiteiten met de omschreven organische chemische producten en PSF-producten.

HOOFDSTUK II. — *Chemische producten van tabel 1*

Afdeling 1. — Vrijstellingen

Art. 5. Degene die een andere installatie dan een enige kleinschalige installatie uitbaat, gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest, waar activiteiten plaatsvinden inzake de aanmaak, de aankoop op andere wijze, de opslag, de bewaring of het gebruik van chemische producten van tabel in hogere hoeveelheden dan 100g per jaar en in globale hoeveelheden die 10 kg per jaar niet overschrijden voor uitsluitend onderzoeks- of medische dan wel farmaceutische doeleinden, dient een aanvraag tot vrijstelling bij de administratie in uiterlijk tweehonderdzeventig dagen voor aanvang van bedoelde behandeling.

Om ontvankelijk te zijn, wordt bij de aanvraag tot vrijstelling bedoeld in lid 1 een dossier gevoegd, dat minstens het volgende bevat:

- 1° naam en adres van de aanvrager;
- 2° adres en uittreksel van de kadastrale legger van de installatie waarvoor de vrijstelling wordt aangevraagd;
- 3° een omstandige technische beschrijving van de installatie, met inbegrip van een inventaris van het materieel en gedetailleerde schema's;
- 4° informatie die aantoont dat de installatie uitsluitend gebruikt wordt voor onderzoeks- of medische dan wel farmaceutische doeleinden;
- 5° datum en handtekening van de aanvrager.

Art. 6. § 1. Als het in artikel 5 bedoelde dossier volledig is, wordt het door de administratie aan de Minister overgemaakt.

Na advies van de administratie kan de Minister de vrijstelling bedoeld in artikel 5 toekennen.

§ 2. De Minister kan voor de toekenning van de vrijstelling specifieke voorwaarden bepalen, met name in termen van maximale hoeveelheden chemische producten van tabel 1, geproduceerd, aangekocht op een andere wijze, opgeslagen, bewaard of gebruikt, en van nagestreefd doel. Hoe dan ook worden die voorwaarden beperkt en zijn ze strikt nodig om te waarborgen dat de activiteiten die in de installatie uitgeoefend worden, overeenstemmen met de voorwaarden toegelaten door de vrijstelling.

De administratie geeft de aanvrager per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst kennis van de beslissing tot toekenning of weigering van de vrijstelling.

Art. 7. Bij weigering van een aanvraag tot vrijstelling bedoeld in artikel 5 heeft de aanvrager het recht gehoord te worden en eventueel bijgestaan te worden door een raadsman van zijn keuze.

De aanvrager beschikt over een termijn van zes dagen te rekenen van de ontvangst van het aangetekend schrijven bedoeld in artikel 6, § 2, lid 2, om een behoorlijk gemotiveerd bezwaar in te dienen bij de administratie en te verzoeken gehoord te worden.

De administratie hoort de aanvrager, eventueel bijgestaan door een raadsman van zijn keuze, en brengt daar verslag van uit bij de Minister.

Binnen een termijn van tien dagen na ontvangst van het verslag deelt de Minister zijn beslissing mee om de weigering te bevestigen of om de ingediende middelen aan een diepgaand onderzoek te onderwerpen. Als de Minister kiest om het bezwaar aan een diepgaand onderzoek te onderwerpen, neemt hij een nieuwe beslissing aan na afloop van het onderzoek.

De administratie geeft de aanvrager bij aangetekend schrijven kennis van de beslissing van de Minister.

Art. 8. § 1. De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan de vrijstelling bedoeld in artikel 5 opschorten wanneer :

- 1° de voorwaarden om de vrijstelling te genieten niet in acht worden genomen;
- 2° de aangiften bedoeld in Afdeling 2 van dit hoofdstuk niet verstrekt zijn;
- 3° de kennisgevingen bedoeld in Afdeling 3 van dit hoofdstuk niet verstrekt zijn;
- 4° de administratie oordeelt dat dat nodig is voor de bescherming van de essentiële belangen van de veiligheid van het Waalse Gewest of van België of om redenen van openbare orde of veiligheid.

De administratie geeft de vrijgestelde bij aangetekend schrijven of bij enig ander gelijkwaardig middel kennis van de schorsingsbeslissing van de Minister, waarbij een termijn van minimum tien en maximum dertig dagen aan de leverancier gegeven wordt om te bewijzen dat hij orde op zaken gesteld heeft.

De beslissing tot schorsing heeft uitwerking vanaf de datum waarop de Administratie kennis geeft van de beslissing van de Minister.

§ 2. Wanneer de vrijgestelde bij verstrijken van de termijn vastgesteld in de beslissing tot opschorting geen orde op zaken heeft gesteld of wanneer de door hem getroffen maatregelen onvoldoende zijn geweest, herroept de Minister de vrijstelling.

De administratie geeft per aangetekend schrijven kennis aan de vrijgestelde van een nieuwe beslissing van de Minister met het bericht dat:

- 1° de schorsing van het certificaat opgeheven wordt en de datum wordt bepaald waarop die beslissing van kracht wordt;
- 2° de opschorting behouden blijft tot op een bepaalde datum;
- 3° de vrijstelling herroepen is.

Afdeling 2. — Aangiften

Art. 9. Degene aan wie een vrijstelling zoals bedoeld in artikel 5 is toegekend, verstrekt uitsluitend aan de administratie, minstens tweehonderdzeventig dagen voor inbedrijfname van de betrokken installatie, volgende gegevens:

- 1° adres van de installatie;
- 2° een technische beschrijving van de installatie, met in het bijzonder de verwijzing naar de fabriek(en) die de chemische producten van tabel 1 produceert (produceren).

Worden er wijzigingen gepland in verhouding tot de aangifte bedoeld in het eerste lid, dan worden ze uiterlijk tweehonderdzeventig dagen voor invoering ervan aan de administratie medegedeeld.

Art. 10. § 1. Degene die een vrijstelling zoals bedoeld in artikel 5 krijgt, maakt jaarlijks uitsluitend aan de administratie voor 15 februari van het lopende kalenderjaar volgende gegevens over met betrekking tot het afgelopen kalenderjaar:

- 1° identificatie van de installatie, met inbegrip van de naam, de nauwkeurige ligging en het adres ervan;
- 2° voor elk chemisch product van tabel 1 dat geproduceerd, aangekocht, verbruikt of opgeslagen wordt door de installatie, volgende inlichtingen:
 - a) chemische naam, ontwikkelde formule en CAS-nummer, indien toegekend;
 - b) de gebruikte methodes en de geproduceerde hoeveelheid;
 - c) de naam en de hoeveelheid precursoren van tabel 1, 2 of 3 die gebruikt zijn voor de productie van het chemisch product van tabel 1;
 - d) de verbruikte hoeveelheid van de installatie en doel(en) van dat verbruik;

- e) de hoeveelheid gekregen van andere installaties of overgedragen aan andere installaties gelegen op het grondgebied van het Koninkrijk België, evenals voor elke overdracht, de hoeveelheid, de bestemming en het doel;
 - f) de maximale hoeveelheid, te allen tijde opgeslagen in de loop van het jaar;
 - g) de hoeveelheid opgeslagen op het einde van het jaar;
- 3° inlichtingen over alle wijzigingen, tijdens het jaar doorgevoerd in de installatie in verhouding tot de omstandige technische beschrijvingen van de installatie die vroeger werden verstrekt in het kader van de machtigings- en goedkeuringsprocedures, met inbegrip van de inventaris van het materiaal en de omstandige schema's.

§ 2. Daarnaast maakt hij jaarlijks uitsluitend aan de administratie voor 1 september van het lopende kalenderjaar volgende gegevens over met betrekking tot de activiteiten en productie voorzien voor het komende jaar:

- 1° identificatie van de installatie, met inbegrip van de naam, de nauwkeurige ligging en het adres ervan;
- 2° voor elk chemisch product van tabel 1 dat volgens plan aangemaakt, aangekocht, verbruikt of opgeslagen wordt in de installatie in de loop van het komend kalenderjaar, volgende inlichtingen:
 - a) chemische naam, ontwikkelde formule en CAS-nummer, indien toegekend;
 - b) de hoeveelheid die volgens plan geproduceerd, verbruikt of opgeslagen zal worden tijdens het jaar, data en doel van de verrichting;
- 3° inlichtingen over alle wijzigingen, die volgens plan doorgevoerd zullen worden in de installatie of relevante onderdelen ervan in verhouding tot de omstandige technische beschrijvingen van de installatie die vroeger werden verstrekt in het kader van de machtigings- en goedkeuringsprocedures, met inbegrip van de inventaris van het materiaal en de omstandige schema's.

Afdeling 3. — Overdrachten

Art. 11. § 1. Degene die een laboratorium beheert zoals bedoeld in artikel 6, § 1, van het samenwerkingsakkoord of degene die een vrijstelling geniet zoals bedoeld in artikel 5, geeft uitsluitend aan de administratie kennis van elke overdracht van een chemisch product van tabel 1:

- 1° ten behoeve van of afkomstig van laboratoria, binnen de perken van de hoeveelheden en doeleinden verwoord in artikel 6, § 1, van het samenwerkingsakkoord;
 - 2° ten behoeve van of afkomstig van een installatie gemachtigd door het Gewest, voor onderzoeks-, medische of farmaceutische doeleinden zoals bedoeld in artikel 6, § 3, van het samenwerkingsakkoord.
- Om ontvankelijk te zijn, wordt de kennisgeving bedoeld in het eerste lid minstens vijftien dagen voor bedoelde overdracht verricht en bevat ze volgende inlichtingen:
- 1° chemische naam, ontwikkelde formule en CAS-nummer, indien toegekend;
 - 2° de hoeveelheid die wordt gekregen van of overgedragen naar een andere overeenkomstsluitende staat;
 - 3° indien van toepassing, de bestemming en het doel van de overdracht;
 - 4° indien van toepassing, de verzender en het doel van de overdracht;
 - 5° de voorziene datum van de overdracht;
 - 6° indien van toepassing, het nummer van de in- of uitvoerlicentie.

De kennisgevingstermijn bedoeld in het eerste lid is niet van toepassing op de overdrachten van hoeveelheden kleiner dan of gelijk aan 5 milligram van het chemisch product Saxitoxine, zoals bedoeld in tabel 1, als de overdracht wordt verricht voor medische of diagnosedoeleinden. In dat geval wordt de kennisgeving uiterlijk drie dagen voor bedoelde overdracht verricht.

§ 2. Degene die een installatie zoals bedoeld in artikel 6, § 3, van het samenwerkingsakkoord beheert, maakt jaarlijks uitsluitend aan de administratie voor 15 februari van het lopende kalenderjaar volgende gegevens over met betrekking tot de overdrachten van chemische producten van tabel 1, verricht tijdens het afgelopen kalenderjaar. Die inlichtingen bevatten volgende gegevens voor elk overgedragen chemisch product :

- 1° chemische naam, ontwikkelde formule en CAS-nummer, indien toegekend;
- 2° de hoeveelheid gekregen van of overgedragen naar een andere overeenkomstsluitende staat, met vermelding, voor elke overdracht van de hoeveelheid, van de bestemming en het doel.

HOOFDSTUK III. — Chemische producten van tabel 2

Afdeling 1. — Aangiften

Art. 12. § 1. Degene die een installatie uitbaat gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest waarin in de loop van één van de drie afgelopen kalenderjaren chemische producten van tabel 2 in de loop van het volgende kalenderjaar aangemaakt, behandeld of verbruikt werden of volgens plan aangemaakt, behandeld of verbruikt zullen worden, verstrekt uitsluitend aan de administratie volgende aangiften, indien de voorwaarden verwoord in lid 2 vervuld zijn:

- 1° de aanvankelijke aangifte, die uiterlijk binnen de negentig dagen na opstarten van de activiteit ingediend moet worden;
- 2° de jaarlijkse aangifte van verrichte activiteiten, die jaarlijks ingediend moet worden uiterlijk op 15 februari;
- 3° de jaarlijkse aangifte van voorziene activiteiten, die jaarlijks ingediend moet worden uiterlijk op 1 september van het jaar voorafgaand aan het jaar waarin de activiteit voorzien wordt;
- 4° de aangifte van bijkomende activiteiten, met betrekking tot elke bijkomende activiteit voorzien na indiening van de jaarlijkse aangifte van activiteiten die ingediend moet worden uiterlijk twintig dagen voor aanvang van de activiteit.

§ 2. De bepalingen van het eerste lid zijn enkel van toepassing wanneer de hoeveelheden van de aangemaakte, behandelde of verbruikte chemische producten van tabel 2 hoger zijn dan:

- 1° 1 kg van een chemisch product gevolgd door het teken "*" in deel A van tabel 2;
- 2° 100 kg van elke ander chemisch product opgenomen in tabel 2, deel A; of
- 3° 1 ton van een chemisch product opgenomen in tabel 2, deel B.

Art. 13. § 1. De aangiften bedoeld in artikel 12, § 1, bevatten volgende inlichtingen :

- 1° de naam van de installatie en de eigenaar ervan, evenals de naam van de natuurlijke of rechtspersoon die ze uitbaat;
- 2° adres van de installatie;
- 3° het aantal fabrieken in de installatie waar de chemische producten van tabel 3 geproduceerd worden;
- 4° voor elke fabriek van de installatie die hoeveelheden aanmaakt hoger dan de hoeveelheden bedoeld in artikel 12, § 2 :
 - a) de naam van de fabriek en de eigenaar ervan, evenals de naam van de natuurlijke of rechtspersoon die ze uitbaat;
 - b) de nauwkeurige ligging in de installatie waartoe de fabriek behoort, met vermelding van het eventueel nummer van het gebouw of het bouwwerk;
 - c) de hoofdactiviteiten van de fabriek;
 - d) het type fabriek :
 - i) de fabriek die het chemisch product of de chemische producten van tabel 2 waarvan aangifte werd gedaan, aanmaakt, behandelt of verbruikt;
 - ii) de fabriek die in dergelijke activiteiten gespecialiseerd is of de polyvalente fabriek;
 - iii) de fabriek die andere activiteiten verricht wat betreft het chemisch product of de chemische producten van tabel 2 waarvan aangifte werd gedaan, met nadere aanduiding van de aard van die andere activiteiten;
 - e) de productiecapaciteit van de fabriek voor elk chemisch product van tabel 2 waarvan aangifte werd gedaan.

De aangiften bedoeld in artikel 12, § 1, bevatten eveneens de volgende inlichtingen voor elk chemisch product van tabel 2 dat in een hoeveelheid aangemaakt, behandeld of verbruikt werd die de hoeveelheid aangegeven in artikel 12, § 2, overschrijdt:

- 1° chemische naam, algemene of handelsbenaming gebruikt in de installatie, ontwikkelde formule en CAS-nummer, indien toegekend;
- 2° bij de aanvankelijke aangifte, de totaal door de installatie in de loop van het afgelopen kalenderjaar of in voorkomend geval in de loop van elkeen van de drie vorige kalenderjaren aangemaakte, behandelde, verbruikte, ingevoerde of uitgevoerde hoeveelheid;
- 3° bij de jaarlijkse aangifte van de verrichte activiteiten, de totaal door de installatie in de loop van het afgelopen kalenderjaar aangemaakte, behandelde, verbruikte, ingevoerde of uitgevoerde hoeveelheid;
- 4° bij de jaarlijkse aangifte van voorziene activiteiten de totale hoeveelheid die volgens plan aangemaakt, behandeld of verbruikt zal worden door de installatie in de loop van het volgende kalenderjaar, met inbegrip van de voorziene productie-, behandelings- of verbruiksperiodes;
- 5° de doeleinden waarvoor de het chemisch product geproduceerd, behandeld of verbruikt werd of zal worden, met volgende onderverdeling:
 - a) de behandeling of het verbruik ter plaatse, met vermelding van de soorten chemische producten;
 - b) de verkoop of de overdracht op het grondgebied van het Koninkrijk België, waarbij aangegeven wordt of de chemische producten bestemd zijn voor de industrie, de handelaar of een andere bestemming met indien mogelijk de vermelding van het type eindproducten;
 - c) de rechtstreekse uitvoer, met nadere vermelding van de staten van eindbestemming;
 - d) andere doeleinden, met opgave van welke.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van artikel 12 zijn de aangiften bedoeld in de eerste paragraaf niet vereist voor de productie, de behandeling of het verbruik van mengsels van chemische producten bevattende :

- 1° maximum 1 % van een chemisch product opgenomen in deel A van tabel 2 of van een chemisch product gevolgd door het teken "*" in deel A van tabel 2;
- 2° meer dan 1 % en maximum 10 % van een chemisch product van tabel 1, del A of van een chemisch product gevolgd door het teken "*" in deel A van tabel 2 voor zover de jaarlijkse aangemaakte, behandelde of verbruikte hoeveelheid lager is dan volgende hoeveelheden:
 - a) 10 kg van een chemisch product gevolgd door het teken "*" in deel A van tabel 2;
 - b) 1 ton van elke ander chemisch product opgenomen in tabel 2, deel A;
- 3° een hoeveelheid gelijk aan of lager dan 30 % van het maximum een chemisch product opgenomen in tabel 2, deel B.

Afdeling 2. — Overdrachten

Art. 14. § 1. Degene die in de loop van het afgelopen kalenderjaar chemische producten van tabel 2 naar het Waalse Gewest ingevoerd of vanuit het Waalse Gewest uitgevoerd heeft of er heeft doorgevoerd, geeft er uitsluitend aan de administratie kennis van.

Wanneer de bestemming of de verzender van de chemische producten van tabel 2 een andere is dan respectievelijk de in- of de uitvoerder in de zin van artikel 1, lid 1, 10° en 11°, is, al naar gelang, laatstgenoemde in- of uitvoerder belast met die verplichting tot kennisgeving.

Om ontvankelijk te zijn, wordt de kennisgeving bedoeld in het eerste lid uiterlijk op 15 februari van het lopende kalenderjaar verricht en bevat ze volgende inlichtingen:

- 1° chemische naam, ontwikkelde formule en CAS-nummer, indien toegekend;
- 2° de al naar gelang ingevoerde, uitgevoerde of doorgevoerde hoeveelheid chemische producten van tabel 2;
- 3° het land naar welk of vanaf welk de chemische producten van tabel 2 uit- of ingevoerd werden;
- 4° bij doorvoer, het land van uitvoer of het land van invoer;

5° wanneer de bestemming of de verzender van de chemische producten van tabel 2 een andere is dan respectievelijk de invoerder of de uitvoerder, de naam en het adres van de bestemming of van de verzender.

§ 2. De bepalingen van de eerste paragraaf zijn niet van toepassing op de mengsels van chemische producten zoals bedoeld in artikel 13, § 2.

Art. 15. Het is verboden chemische producten van tabel 2 uit te voeren, in te voeren of door te voeren via het grondgebied van het Waalse Gewest naar of vanuit landen die geen overeenkomstsluitende staten zijn.

Het verbod bedoeld in het eerste lid is niet van toepassing :

1° op de producten die in een verhouding van 1 % of minder een chemisch product bevatten opgenomen in deel A van tabel 2 of van een chemisch product gevolgd door het teken "*" in deel A van tabel 2;

2° op de producten die in een verhouding van 10 % of minder een chemisch product bevatten opgenomen in tabel 2, deel B;

3° op de producten omschreven als verbruiksgoederen voorzien voor de detailhandel voor persoonlijk of individueel verbruik.

Afdeling 3. — Aangiften voor het verleden

Art. 16. § 1. Degene die een installatie uitbaat of heeft uitgebaat gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest waarin op een bepaald ogenblik in de loop van periode tussen 1 januari 1946 en de inwerkingtreding van dit besluit chemische producten van tabel 2 aangemaakt werden met het oog op de ontwikkeling of de productie van chemische wapens, verstrekt uitsluitend aan de administratie volgende aangiften, binnen de achtentwintig dagen na inwerkingtreding van dit besluit:

1° de naam van de installatie en de eigenaar ervan, evenals de naam van de natuurlijke of rechtspersoon die ze uitbaat;

2° adres van de installatie;

3° voor elke fabriek van de installatie waar chemisch producten van tabel 2 aangemaakt werden met het oog op de ontwikkeling van chemische wapens, volgende inlichtingen:

a) de naam van de fabriek en de eigenaar ervan, evenals de naam van de natuurlijke of rechtspersoon die ze uitbaat;

b) de nauwkeurige ligging in de installatie waartoe de fabriek behoort, met vermelding van het eventueel nummer van het gebouw of het bouwwerk;

c) de hoofdactiviteiten van de fabriek;

d) het type fabriek :

i) de fabriek die het chemisch product of de chemische producten van tabel 2 waarvan aangifte werd gedaan, produceert, behandelt of verbruikt;

ii) de fabriek die in dergelijke activiteiten gespecialiseerd is of de polyvalente fabriek;

iii) de fabriek die andere activiteiten verricht wat betreft het chemisch product of de chemische producten van tabel 2 waarvan aangifte werd gedaan, met nadere aanduiding van de aard van die andere activiteiten;

e) de productiecapaciteit van de fabriek voor elk chemisch product van tabel 2 waarvan aangifte werd gedaan;

4° voor elk chemisch product van tabel 2 dat aangemaakt wordt met het oog op de ontwikkeling van chemische wapens, volgende inlichtingen:

a) chemische naam, algemene of handelsbenaming gebruikt in de installatie, ontwikkelde formule en CAS-nummer, indien toegekend;

b) de data van productie van het chemisch product of de aangemaakte hoeveelheid;

c) de plaats waar het chemisch product werd overgedragen of het eindproduct dat er aangemaakt werd, indien gekend.

§ 2. De bepalingen van de eerste paragraaf zijn niet van toepassing op degenen die die gegevens reeds aan de nationale overheid hebben medegedeeld voor inwerkingtreding van dit besluit.

HOOFDSTUK IV. — *Chemische producten van tabel 3*

Afdeling 1. — Aangiften

Art. 17. Degene die een installatie uitbaat, gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest, waarin in de loop van het afgelopen kalenderjaar of van het volgende kalenderjaar, meer dan dertig ton van een chemisch product van tabel 3 aangemaakt werd of zal worden, verstrekt uitsluitend aan de administratie volgende aangiften :

1° de aanvankelijke aangifte, die uiterlijk binnen de negentig dagen na opstarten van de activiteit ingediend moet worden;

2° de jaarlijkse aangifte van verrichte activiteiten, die jaarlijks ingediend moet worden uiterlijk op 15 februari;

3° de jaarlijkse aangifte van voorziene activiteiten, die jaarlijks ingediend moet worden uiterlijk op 1 september van het jaar voorafgaand aan het jaar waarin de activiteit voorzien wordt;

4° de aangifte van bijkomende activiteiten, met betrekking tot elke bijkomende activiteit voorzien na indiening van de jaarlijkse aangifte van activiteiten die ingediend moet worden uiterlijk twintig dagen voor aanvang van de activiteit.

Art. 18. § 1. De aangiften bedoeld in artikel 17 bevatten volgende inlichtingen :

1° de naam van de installatie en de eigenaar ervan, evenals de naam van de natuurlijke of rechtspersoon die ze uitbaat;

2° adres van de installatie;

3° het aantal fabrieken in de installatie waar de chemische producten van tabel 3 geproduceerd worden;

4° voor elke fabriek van de installatie die hoeveelheden aanmaakt hoger dan de hoeveelheden bedoeld in artikel 17 :

a) de naam van de fabriek en de eigenaar ervan, evenals de naam van de natuurlijke of rechtspersoon die ze uitbaat;

b) de nauwkeurige ligging in de installatie waartoe de fabriek behoort, met vermelding van het eventueel nummer van het gebouw of het bouwwerk;

c) de hoofdactiviteiten van de fabriek.

De aangiften bedoeld in artikel 17 bevatten eveneens de volgende inlichtingen voor elk chemisch product van tabel 3 dat in een hoeveelheid aangemaakt, behandeld of verbruikt werd die de hoeveelheid aangegeven in artikel 17, overschrijdt:

1° chemische naam, algemene of handelsbenaming gebruikt in de installatie, ontwikkelde formule en CAS-nummer, indien toegekend;

2° bij de jaarlijkse aangifte van de verrichte activiteiten, de totaal door de installatie in de loop van het afgelopen kalenderjaar aangemaakte, behandelde, verbruikte, ingevoerde of uitgevoerde hoeveelheid;

3° bij de jaarlijkse aangifte van voorziene activiteiten, de hoeveelheid die bij benadering in de loop van het volgende kalenderjaar aangemaakt zal worden door de fabriek.

De hoeveelheden bedoeld in vorig lid, 2° en 3°, moeten opgegeven worden binnen volgende marges:

a) van 30 tot 200 ton;

a) van 200 tot 1 000 ton;

c) van 1 000 ton tot 10 000 ton;

c) van 10 000 ton tot 100 000 ton;

e) meer dan 100 000 ton;

4° de doeleinden waartoe het chemisch product aangemaakt zal worden.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van artikel 17 zijn de aangiften bedoeld in de eerste paragraaf niet vereist voor de productie van mengsels van chemische producten die een hoeveelheid bevatten gelijk aan of kleiner dan 30 % van een chemisch product van tabel 3.

Afdeling 2. — Overdrachten

Art. 19. § 1. Degene die in de loop van het afgelopen kalenderjaar chemische producten van tabel 3 naar het Waalse Gewest ingevoerd of vanuit het Waalse Gewest uitgevoerd heeft of er heeft doorgevoerd, geeft er uitsluitend aan de administratie kennis van.

Wanneer de bestemming of de verzender van de chemische producten van tabel 3 een andere is dan respectievelijk de in- of de uitvoerder in de zin van artikel 1, lid 1, 10° en 11°, is, al naar gelang, laatstgenoemde in- of uitvoerder belast met die verplichting tot kennisgeving.

Om ontvankelijk te zijn, wordt de kennisgeving bedoeld in het eerste lid uiterlijk op 15 februari van het lopende kalenderjaar verricht en bevat ze volgende inlichtingen:

1° chemische naam, ontwikkelde formule en CAS-nummer, indien toegekend;

2° de al naar gelang ingevoerde, uitgevoerde of doorgevoerde hoeveelheid chemische producten van tabel 3;

3° het land naar welk of vanaf welk de chemische producten van tabel 3 uit- of ingevoerd werden;

4° bij doorvoer, het land van uitvoer of het land van invoer;

5° wanneer de bestemming of de verzender van de chemische producten van tabel 3 een andere is dan respectievelijk de invoerder of de uitvoerder, de naam en het adres van de bestemming of van de verzender.

§ 2. De bepalingen van de eerste paragraaf zijn niet van toepassing op de mengsels van chemische producten zoals bedoeld in artikel 18, § 2.

Afdeling 3. — Aangiften voor het verleden

Art. 20. § 1^{er}. Degene die een installatie uitbaat of heeft uitgebaat gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest waarin op een bepaald ogenblik in de loop van periode tussen 1 januari 1946 en de inwerkingtreding van dit besluit chemische producten van tabel 3 geproduceerd werden met het oog op de ontwikkeling of de productie van chemische wapens, verstrekt uitsluitend aan de administratie volgende aangiften, binnen de achtentwintig dagen na inwerkingtreding van dit besluit:

1° de naam van de installatie en de eigenaar ervan, evenals de naam van de natuurlijke of rechtspersoon die ze uitbaat;

2° adres van de installatie;

3° voor elke fabriek van de installatie waar chemisch producten van tabel 3 geproduceerd werden met het oog op de ontwikkeling van chemische wapens, volgende inlichtingen:

a) de naam van de fabriek en de eigenaar ervan, evenals de naam van de natuurlijke of rechtspersoon die ze uitbaat;

b) de nauwkeurige ligging in de installatie waartoe de fabriek behoort, met vermelding van het eventueel nummer van het gebouw of het bouwwerk;

c) de hoofdactiviteiten van de fabriek;

4° voor elk chemisch product van tabel 3 dat geproduceerd wordt met het oog op de ontwikkeling van chemische wapens, volgende inlichtingen:

a) chemische naam, algemene of handelsbenaming gebruikt in de installatie, ontwikkelde formule en CAS-nummer, indien toegekend;

b) de data van productie van het chemisch product of de geproduceerde hoeveelheid;

c) de plaats waar het product werd overgedragen of het eindproduct dat er geproduceerd werd, indien gekend.

§ 2. De bepalingen van de eerste paragraaf zijn niet van toepassing op degenen die deze gegevens reeds aan de nationale overheid medegedeeld hebben voor inwerkingtreding van dit besluit.

HOOFDSTUK V. — *Omschreven organische chemische producten en PSF-producten*

Art. 21. § 1^{er}. Degene die een installatie uitbaat waarin in de loop van het afgelopen kalenderjaar omschreven organische chemische producten of PSF-producten werden aangemaakt, maakt jaarlijks uitsluitend aan de administratie voor 15 februari van het lopende kalenderjaar volgende gegevens over :

1° de naam van de installatie en de eigenaar ervan, evenals de naam van de natuurlijke of rechtspersoon die ze uitbaat;

2° adres van de installatie;

3° de hoofdactiviteiten van de installatie;

4° bij benadering, het aantal fabrieken in de installaties die omschreven organische chemische producten of PSF-producten aanmaken.

§ 2. De bepalingen van de eerste paragraaf zijn enkel van toepassing wanneer de aangemaakte hoeveelheden omschreven organische chemische producten of PSF-producten tijdens het afgelopen kalenderjaar volgende hoeveelheden hebben bereikt:

1° meer dan 200 ton per synthese verkregen omschreven organische chemische producten;

of

2° meer dan 30 ton per synthese aangemaakte PSF-producten.

Art. 22. § 1. Degene die de gegevens medegedeeld heeft in verband met een installatie overeenkomstig artikel 21, § 2, 1°, verstrekt eveneens inlichtingen over de benaderingswijze globale hoeveelheid omschreven organische chemische producten aangemaakt in de loop van het afgelopen kalenderjaar, met volgende marges:

1° minder dan 1 000 ton;

2° van 1 000 ton tot 10 000 ton;

3° meer dan 10 000 ton.

§ 2. Degene die de gegevens medegedeeld heeft in verband met een installatie overeenkomstig artikel 21, § 2, 2°, verstrekt eveneens inlichtingen over het aantal fabrieken dat de installatie bevat waarin PSF-producten werden aangemaakt en over de benaderingswijze globale hoeveelheid PSF-producten aangemaakt in de loop van het afgelopen kalenderjaar, met volgende marges:

1° minder dan 200 ton;

2° van 200 ton tot 1 000 ton;

3° van 1 000 ton tot 10 000 ton;

4° meer dan 10 000 ton.

Art. 23. De bepalingen van artikel 21, § 1, zijn niet van toepassing op de installaties die uitsluitend volgende producten aanmaken :

1° explosieven;

2° koolwaterstoffen;

3° oligomeren of polymeren die al dan niet fosfor en/of zwavel en/of fluor bevatten;

4° chemische producten die uitsluitend uit koolstof of een metaal samengesteld zijn.

HOOFDSTUK VI. — *Afwijkingen*

Art. 24. Degene die van de administratie een verzoek om aanvullende inlichtingen krijgt in verband met een afwijking vastgesteld in verband met de invoer of de uitvoer van chemische producten van tabel 1, 2 of 3 van of naar het Waalse Gewest, verstrekt elke nuttige inlichting aan de administratie.

De administratie waarborgt het vertrouwelijk karakter van de informatie die ze krijgt en maakt ze uitsluitend aan de nationale overheid over zoals bedoeld in artikel 2, 12°, van het samenwerkingsakkoord.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 25. De Minister die overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten bevoegd is voor de invoer, de uitvoer en de overdracht en de doorvoer van wapens, munities en materieel dat speciaal moet dienen voor militair gebruik of ordehandhaving en de desbetreffende technologie, evenals voor de producten en technologieën met tweërlei gebruik, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 mei 2014.